

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2907 - LUNDI 8 MAI 2017

EX-PROVINCE DU KATANGA DÉMEMBRÉE

La Majorité « bouffe » ses propres gouverneurs

Deux semaines après la destitution du gouverneur du Haut-Katanga Jean-Claude Kazembe, c'est au tour de Célestin Mbuyu, gouverneur de Haut Lomami, d'être défenestré par les élus locaux au motif de mauvaise gouvernance. Et pourtant, les deux précités sont membres de la Majorité présidentielle et, donc, censés être soutenus par leurs assemblées provinciales respectives réputées majoritairement acquiescentes à la cause du pouvoir en place.

Dieu seul sait si la série des sanctions contre les chefs des exécutifs provinciaux de l'ex-Katanga démembrée va se poursuivre ou non. A l'opposition, on est convaincu qu'il s'agit là d'une manœuvre de la Majorité pour retarder, à travers ces destitutions successives des gouverneurs de son obédience, l'organisation des élections générales (dont la présidentielle) au-delà de la fin 2017.

Page 13



Celestin Mbuyu, le gouverneur déchu du Haut Lomami



La dépouille d'Étienne Tshisekedi

OBSÈQUES D'ETIENNE TSHISEKEDI

Regain de tension à la veille du rapatriement de la dépouille

Alors que l'UDPS tient à sa permanence pour accueillir le 12 mai le corps de son leader, l'autorité urbaine qui n'entend pas le lui concéder évoque les dispositions en matière des funérailles et sépultures en vigueur en RDC qui ordonnent « qu'il appartient à l'Etat de fixer le lieu d'inhumation ». En fait, l'UDPS qui s'est mise dans la position d'organisatrice principale des obsèques a déjà publié un programme et, par conséquent, attend un accompagnement du gouvernement provincial dans l'organisation des obsèques.

À cinq jours du rapatriement de la dépouille de l'illustre disparu tel qu'annoncé unilatéralement par l'UDPS, il s'observe une effervescence particulière au quartier général de ce parti où s'accroissent les travaux de construction du mausolée au grand dam de l'autorité publique qui invite au respect de la législation en vigueur.

Page 13

DÉCRISPATION POLITIQUE

La Céncó dément avoir fuité un rapport confidentiel sur le cas Moïse Katumbi

Dans un communiqué signé le 5 avril, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) ne reconnaît pas avoir fuité le rapport de la commission ad hoc sur les cas « emblématiques » concernant les opposants Moïse Katumbi et Jean-Claude Mutambo. La Céncó s'est dit indigné par la fuite de ce document top secret qui n'était pas destiné à être rendu public.

À ceux qui leur imputent la responsabilité de l'avoir étalé sur la place publique, les évêques ayant reçu mission, au terme de l'accord du 31 décembre, d'examiner les dossiers de justice de certaines personnalités dans la perspective de décrispation politique, disent avoir réservé la primeur de ce rapport au président de la République. Le document fut également transmis à l'ex-gou-



Les évêques catholiques membres de la Céncó

verneur du Katanga en tant que partie concernée et à sa propre demande, ont reconnu les évêques.

Page 13

CLASSEMENT-FIFA

La RDC conserve la 41^e place en mai

Le pays des Léopards occupe la 41^e position au classement Fifa publié le 4 mai 2017 au siège de l'instance mondiale du football à Zurich en Suisse, place occupée lors du classement-Fifa précédent. Et la RDC se retrouve au top 5 sur le continent, alors que le Sénégal est en pole position, devant le Cameroun champion d'Afrique des nations en titre, le Burkina Faso, demi-finaliste et le Nigeria qui revient au premier plan du football après son absence à la CAN 2017, mais alignant des performances aux éliminatoires de la Coupe du monde.

On rappelle que la RDC joue dans quelques mois contre la Tunisie en quatrième journée des éliminatoires de Mondial 2018. Le pays qui entend retrouver ce haut niveau du football mondial met déjà les bouchées doubles pour tenir ce pari.

Page 14

ÉDITORIAL

Pivot

Alors que le successeur de François Hollande vient tout juste d'être élu et que les spéculations vont bon train sur l'équipe qui l'entourera à l'Élysée, sur le nom de son futur Premier ministre, sur la composition de son gouvernement il n'est pas inutile de souligner l'importance que l'Afrique prendra forcément demain dans la politique extérieure de la France. Et de conseiller à Emmanuel Macron de prendre tant qu'il en est temps la pleine mesure du caractère incontournable de notre continent dans le monde en pleine transformation dont il devient par définition l'un des grands acteurs.

Quasiment absent de la très longue campagne électorale qui vient de s'achever notre continent sera, en effet, demain et plus que jamais le partenaire incontournable de la France. Avec ses deux milliards d'habitants à échéance de cinquante ans, son incroyable vitalité, ses immenses ressources naturelles, son marché en pleine émergence, ses nouvelles générations imprégnées des nouvelles technologies, il est appelé à occuper une place de plus en plus importante dans la communauté des nations. Ignorer cette évidence ou même la sous-estimer en se laissant abuser par l'image fautive que diffusent les grands médias de l'Hexagone serait la pire erreur que pourrait commettre le nouveau locataire du Palais de l'Élysée.

Si la France veut demeurer une grande puissance ce n'est pas grâce à l'arsenal nucléaire qu'elle détient ou à la place privilégiée qu'elle occupe dans les instances de la gouvernance mondiale qu'elle y parviendra, mais en accompagnant ses partenaires de façon plus active dans leur marche vers le développement durable. Elle devra pour cela cesser de se poser en modèle, de donner des leçons à ses partenaires, de critiquer et harceler leurs dirigeants ; il lui faudra cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats, convaincre ses entreprises de réinvestir massivement sur le sol africain, aider les nouvelles générations à se former, mieux assister les gouvernements dans leurs négociations avec les institutions mondiales, bref se défaire une fois pour toutes de l'esprit colonial qui l'inspire toujours quoi que prétendent ses dirigeants successifs.

L'Afrique est depuis longtemps, bien longtemps entrée dans l'Histoire. Elle en devient aujourd'hui l'un des principaux acteurs comme l'ont compris les grandes puissances comme la Chine. Il est temps que la plus haute autorité française le comprenne elle aussi. Voyons donc si Emmanuel Macron fera de cette réalité incontournable le pivot de sa politique extérieure.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Les femmes politiques congolaises interpellées

Le Centre de promotion de la femme en politique (CPFP), que dirige l'ancienne ministre Emilienne Raoul, a organisé le 5 mai à Brazzaville une causerie-débat sur le thème : « Les femmes des partis politiques dans le contexte des élections ». Elle était animée par Mme le conseiller du président de la République, chef du département de la promotion de la femme, Antoinette Kebi.

La conférencière a situé, d'entrée de jeu, l'auditoire sur la nécessité de savoir qu'on ne s'engage pas, de manière hasardeuse, en politique surtout pour les femmes. Il importe avant tout de se former et d'être informé ; car, a-t-elle renchéri, la politique est un métier qui exige plusieurs qualités, entre autres:

femmes et à leur faire comprendre que si les textes régissant les élections leur accordent un quota de 30 % pour les élections législatives et l'alternance aux locales, les femmes, a-t-elle insisté, doivent être vigilantes pour ne pas se faire rouler par les hommes. De ce fait, elle a notifié les dispositions

femmes politiques pendant et après le scrutin. Pendant le scrutin, la militante engagée doit sensibiliser la population au déroulement du vote. Les femmes affectées dans les bureaux de vote devraient être attentives et avoir des connaissances sur le déroulement du scrutin. Après le scrutin, les femmes doivent s'abstenir de propager des nouvelles qui perturbent la paix sociale ; sachant que les élections sont souvent source de conflits en Afrique, surtout. Elles doivent, en tant que mères, soutenir des démarches administratives orientées vers le recours aux voies lé-



Une vue des femmes politiques congolaises (Adiac)

l'écoute; la discrétion; le courage; l'altruisme... La femme politique, a-t-elle indiqué, doit se battre et compter sur ses propres forces. Il est nécessaire à cet effet de soigner son image et de savoir négocier avec les collègues du parti.

C'est ainsi que, a-t-elle précisé, des retrouvailles de ce genre contribuent considérablement à l'encadrement des

de devraient prendre une femme politique avant, pendant et après le scrutin. Avant l'élection, la femme politique doit avoir la maîtrise des lois et textes régissant les scrutins. Une élection, a-t-elle déclaré, se prépare plusieurs mois avant l'échéance, dans les états-majors politiques. La femme politique doit se prendre à temps.

Par ailleurs, elle a présenté l'apport des

gales et règlementaires pour la résolution du contentieux électoral. Sur un autre registre, la conférencière a invité les femmes politiques à concilier, de manière harmonieuse, les obligations conjugales et les activités politiques. Prenant la parole à son tour, Emilienne Raoul a indiqué que la Constitution donne la possibilité à tout Congolais âgé de dix-huit ans au moins de prétendre à l'Assemblée nationale. Ainsi, a-t-elle renchéri, le CPFP, pour la première fois, s'investira dans la préparation des jeunes des deux sexes dans la perspective des prochaines échéances électorales. C'est pour cette raison que les chargés de formation au sein des partis politiques, tous sexes confondus, ont été invités à prendre part à cette causerie-débat, a-t-elle expliqué.

Roger Ngombé

LA RÉVISION EXTRAORDINAIRE DES LISTES ÉLECTORALES DÉBUTE LE 10 MAI

Par arrêté n° 3420 du 5 mai 2017, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a fixé la période de révision extraordinaire des listes électorales du 10 mai au 20 juin 2017, sur toute l'étendue du territoire national, en vue de l'élection des députés et conseillers départementaux et municipaux.

Par un autre arrêté n° 3422 du 5 mai 2017, Raymond Zéphirin Mboulou a nommé les membres des bureaux des commissions administratives devant assurer la révision extraordinaire de ces listes électorales.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FORÊT

Les exploitants tenus à transformer plus le bois au niveau local

Le Premier ministre Clément Mouamba a averti, le 4 mai à Brazzaville, les exploitants forestiers opérant au Congo, sur l'obligation de procéder à la transformation à grande échelle de la production du bois au niveau national.

« Depuis dix ans, on a dit qu'il faut transformer le bois chez nous. Malheureusement, certains de nos partenaires préfèrent exploiter les grumes. En ce moment là, on les taxe, ils préfèrent payer les amendes, même si c'est un peu cher, au lieu de faire l'industrialisation », a-t-il déploré.

S'adressant à la presse, Clément Mouamba a fait savoir que les instructions ont été données pour mettre fin à cette situation.

« Si ces partenaires ne respectent pas les cahiers de charges, a-t-il précisé, on n'arrête avec eux. Les grumes ne peuvent plus sortir au rythme où elles sortent aujourd'hui. L'amende, c'est bien beau, mais ce que nous voulons, c'est la production nationale. C'est un problème décennal, ils ont eu du temps pour s'ajuster ».

Le code forestier congolais, en cours de révision, définit les séries d'aménagement dans une concession forestière aménagée et une taxation spécifique des grumes pour dissuader les titulaires des permis forestiers à transformer au maximum la production grumière sur place.

La transformation plus poussée du bois au plan local permet d'augmenter la valeur ajoutée du secteur forestier dans l'économie du pays. Elle favorise également la création des emplois et l'amélioration des conditions de vie des communautés vivant en milieux forestiers. Le potentiel ligneux commercial du Congo est de 170 millions de m³ de bois, mais seulement 1,5 million de m³ sont exploités chaque année, alors qu'on peut produire 2 millions de m³ sans compromettre la durabilité de la forêt congolaise.

Les exportations congolaises de bois sont réalisées vers les pays d'Asie et de l'Union européenne (UE). Elles ont été estimées à 937.732,40m³ de bois en 2015 contre 1.058.807,37m³ en 2014 et 1.027.665,88 m³ en 2013.

Le bois était la première ressource d'exportation du Congo avant qu'il ne soit devancé par le pétrole en 1973. Ressource non renouvelable, l'or noir constitue le levier de l'économie nationale participant il y a quelques années à près de 70% aux recettes budgétaires de l'Etat.

Vu cette dépendance, l'économie congolaise est fortement secouée par la crise économique et financière due à la baisse drastique des cours du baril de pétrole sur le marché international.

Après avoir déployé des efforts dans la stabilisation de l'équilibre macroéconomique du pays, le gouvernement entend procéder à la diversification de l'économie. Pour ce faire, il est appelé à injecter des ressources financières dans les secteurs porteurs de croissance tels l'agriculture et la forêt.

Christian Brice Elion

FINANCES PUBLIQUES

Des perspectives macroéconomiques prometteuses à l'horizon 2018

Le taux de croissance du Congo devrait atteindre 3,1% en 2017, et les finances publiques du Congo connaîtront un redressement complet en 2018. Ces indicateurs sont liés à l'augmentation de la production pétrolière nationale attendue cette année, ainsi qu'aux réformes macroéconomiques et du secteur privé en cours.

Ces projections macroéconomiques ont été réalisées par des experts de la Banque mondiale. Ils ont présenté, le 5 mai dernier à Brazzaville, un rapport de suivi de la situation économique et financière du Congo, publié sur le thème : « Faire des ajustements après le boom des prix pétroliers pour de meilleurs résultats socio-économiques ».

A en croire la directrice sectorielle macroéconomique de la Banque mondiale, Yaye Seynabou Sakho, le contexte économique actuel nécessite de discuter de l'importance d'entreprendre d'un ajustement budgétaire au Congo, afin selon elle, de passer à une stratégie de développement plus équilibrée et inclusive.

La Banque mondiale prévoit dans ces prévisions économiques mondiales les plus récentes, que le prix du pétrole avoisinant les 55 dollars en avril 2017, devrait se stabiliser jusqu'en 2018. Ces faibles prix de l'or noir auront un impact négatif sur les secteurs hors pétrole, dont la croissance pour cette période est estimée à environ 3,6%.

L'économie congolaise pourrait voir le bout du tunnel grâce, notamment, à l'augmentation de la production nationale du pétrole considéré par les experts comme le principal moteur du rythme de croissance modé-

rée « anticipé » de la République du Congo au cours de la période 2017-2018.

Avec l'entrée en production en mars 2017 du site de Moho Nord, la production pétrolière du Congo va atteindre 350.000 barils par jour ; de même que les activités de la compagnie italienne, ENI, qui a commencé celles liées à l'exploitation de nouveaux gisements de gaz naturel.



Les parties prenantes lors de la présentation du rapport de la Banque mondiale (Adiac)

Les productions annoncées de l'ENI permettront de booster l'activité économique dans les zones de Pointe-Noire et de Brazzaville ; d'augmenter la production de gaz et de fournir le principal produit de base des centrales à gaz telles que la Centrale électrique du Congo et celle de Djeno.

Un ajustement du budget de l'Etat est-il encore nécessaire ?

La question a été débattue avec vivacité au cours des échanges entre les experts de l'institution financière internationale, les cadres locaux et les acteurs de la société civile, en ce qui concerne les investissements dans l'éducation et la santé, y compris les exonérations fiscales estimées par an à 1000 milliards FCFA. « Cette situation fait peser sur la stratégie de développement du

Congo des risques importants en raison de la volatilité des recettes pétrolières. (...) Il serait important pour le gouvernement de rationaliser les dépenses publiques afin de créer un espace pour les investissements dans l'éducation et la santé », estime Yaye Seynabou Sakho.

L'ajustement envisagé ici consiste à adapter les finances de l'Etat à la

situation économique actuelle, appliquant soit un resserrement, soit un assouplissement de l'orientation budgétaire. Par exemple en matière de santé, face à des problèmes de capacité liés à la possibilité d'exécuter les programmes et d'établir des priorités, Rachel Sebudde, experte, propose un mode de financement des hôpitaux fondé sur la performance. L'Etat doit améliorer l'appui du secteur de la santé, pense Jean Jacques Samba, car la situation sanitaire selon cet acteur de la société civile risque de s'aggraver. « Depuis près de trois ans, le pays connaît une rupture permanente des antitétroviraux. Réduire le budget alloué à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme serait contreproductif », a-t-il fait remarquer.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

Macron ou Le Pen le plus dur est à venir

Tout a été dit, tout ou presque, sur les ralliements à la cause des deux derniers candidats à l'élection présidentielle française, mais aussi sur les chances de l'un et l'autre de l'emporter le 7 mai. La semaine écoulée avait été pour eux celle de toutes les déclarations, de toutes les dénégations, de toutes les invectives, de toutes les promesses aussi.

Emmanuel Macron et sa rivale Marine Le Pen avaient jeté chacun et chacune leurs dernières forces dans la bataille prédisant pour leur pays et leurs concitoyens le meilleur et variablement le pire s'ils devaient se tromper de choix dimanche. En un mot, ils se sont fait peur et ont fait peur à ceux qui attendaient de voter dans les quatre jours qui suivaient leur débat houleux du 3 mai.

Au long de cet ultime face-à-face de l'entre-deux tours, entre violences verbales, attaques frontales, parts de vérité, dénégations, fausses postures et aussi amour pour le pays qui les a vus naître et grandir, qui les a façonnés, les deux challengers ont montré combien devenir président de la République peut être un quitte-sommeil, un quitte-énergie.

Ce qu'ils devaient savoir en revanche, c'est que leurs paroles, belles qu'elles soient, leurs idées novatrices qu'elles puissent être ébranleraient difficilement l'intime conviction des électeurs. Et c'est là que réside la part de mystère dans l'acte qu'ont accompli les Français dimanche. Eux seuls avaient le pouvoir inaliénable de

départager les deux gagnants du premier tour.

En l'occurrence, si ce choix qu'ils viennent d'opérer reste déterminant pour l'avenir de la France, ce qui compte pour l'heureux élu du soir du 7 mai, c'est de vite oublier le beau monde de copains et copines, de soutiens francs ou déguisés, la belle foule d'applaudisseurs qui les courtoisaient à chaque meeting ; oublier pour entrer en toute responsabilité en contact avec le monde de la concrétisation des promesses.

Il y a dans le même temps la bataille des législatives dès le mois de juin. Peut-être que là les résultats s'annoncent incertains et achèveront de débrider encore

un peu plus l'aréopage politique français. Au regard des dissensions qui minent les partis traditionnels (Les Républicains et le Parti socialiste notamment) le type de majorité qui se dégagera des législatives pourrait être une énigme susceptible de rendre le jeu politique encore un peu plus chaotique. En particulier si Macron n'obtient pas l'entier soutien d'une telle majorité pour gouverner.

Commencera, si l'on n'y prend garde, le chemin de croix pour le successeur de François Hollande à l'Élysée. Ce dernier a pu d'ailleurs montrer combien tout cela n'est pas facile d'être président de la République !

Gankama N'Siah



REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Boite postale 1093

Tel.: 06 808.13.24./05 737.37.03

6, rue du 18 mars 1977

Quartier Mission Catholique Sacré Coeur

Email: cobbr@unhcr.org

Centre - Ville Brazzaville

AVIS DE VACANCE DE POSTE

INTERNE/EXTERNE 06/2017

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en République du Congo procède au recrutement d'un(e) :

1. Titre du Poste : Administrateur National de Protection
2. Numéro du Poste : 10002980
3. Catégorie : Administrateur National
4. Grade : NOA
5. Lieu d'affectation : Brazzaville
6. Date d'entrée en Fonction : Immédiate
7. Durée d'affectation : Un an (01) avec possibilité de renouvellement
8. Date limite de clôture des dossiers de candidatures : 09 mai 2017.

9. Description de tâches :

Sous la supervision directe de l'Administrateur (trice) Principal (e) de Protection, le ou la titulaire de ce poste sera chargé (e) des attributions suivantes :

- S'enquérir de l'évolution de la situation politique, sociale, économique et culturelle qui ont un impact sur l'environnement de protection;
- Appliquer systématiquement le droit tant national qu'international, les politiques en vigueur de l'ONU/HCR et du Comité permanent inter organisationnel, les normes et le code de conduite;
- Aider à commenter la législation existante et les projets de droit concernant les personnes relevant du mandat du HCR;
- Conseiller et orienter les personnes relevant du mandat du HCR sur le plan juridique et sur des questions relatives à leur protection; travailler avec les autorités compétentes pour assurer la délivrance des documents personnels pertinents ;
- Procéder à l'éligibilité et à la détermination du statut des personnes relevant du mandat du HCR, conformément aux normes et procédures du HCR et aux principes de protection internationale;
- Promouvoir et contribuer aux mesures d'identification, de prévention et de réduction des cas d'apatridie;
- Contribuer au plan de protection de l'enfance au niveau national dans le cadre de la stratégie de protection;
- Contribuer au plan d'éducation au niveau national dans le cadre de la stratégie de protection;
- Contribuer à l'élaboration des politiques globales régionales/ internationales de protection et des normes;
- Mettre en œuvre et faire le suivi des procédures (SOP) pour toutes les activités de protection/ et les solutions;
- Gérer les cas individuels de protection, y compris ceux sur la SGBV et protection de l'enfance. Suivre et intervenir en cas de refoulement, d'expulsion et autres incidents de protection;
- Évaluer les besoins de promotion et trouver des solutions durables pour le plus grand nombre possible de personnes relevant du mandat du HCR par le rapatriement volontaire, l'intégration locale et le cas échéant, la réinstallation;
- Évaluer les besoins de réinstallation et appliquer des priorités pour la réinstallation des personnes et des groupes de réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR;
- Contribuer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes avec les partenaires opérationnels en application des principes d'Age, de Genre et de Diversité;
- En collaboration avec les partenaires opérationnels, contribuer et faciliter le programme de sensibilisation axé sur les résultats avec des partenaires sectoriels et/ou groupes des partenaires;
- Contribuer et faciliter la gestion efficace de l'information à travers la fourniture de données ventilées sur les populations relevant du mandat du HCR et leurs problèmes;
- Contribuer aux initiatives de renforcement des capacités pour les

communautés et les individus afin de faire valoir leurs droits;

- Participer à des initiatives de renforcement des capacités des autorités, des institutions et des ONG concernées de façon à promouvoir la législation et les procédures nationales de protection;
- Exécuter d'autres tâches en dehors de celles mentionnées ci-dessus.

10. QUALIFICATIONS/COMPETENCES REQUISES :

- Être de nationalité Congolaise (RC);
- Être titulaire d'un diplôme universitaire en Droit, Sciences Politiques ou domaine similaire;
- Disposer d'une expérience professionnelle pertinente minimum deux (2) au sein des ONG ou Organisations Internationales.
- Faire montre de discrétion et savoir gérer des dossiers confidentiels sensibles ;
- Avoir une excellente connaissance du français, un bon niveau de l'anglais, une très bonne connaissance des langues locales et des habitudes locales ;
- Avoir d'excellentes aptitudes en communication ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Être capable de travailler en équipe dans un milieu multiculturel, sous pression et avec un minimum de supervision ; avoir l'esprit d'analyse, de planification et d'organisation ; avoir des compétences en prise de décisions, en gestion des ressources et en négociation /résolution des conflits ;
- Faire preuve d'intégrité, de professionnalisme, de discrétion, de disponibilité et de flexibilité.

11. DEPOT DE CANDIDATURE :

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- Une lettre de motivation signée ;
- Un curriculum vitae portant un de téléphone et une adresse électronique ;
- Une copie du fact-sheet (pour les candidats internes) ;
- Une copie du dernier e-PAD (pour les candidats internes) ;
- Les copies des diplômes et des certificats de travail justifiant l'expérience professionnelle ;
- Une notice personnelle des Nations Unies (P 11) à jour, signée. Document disponible sur internet : <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d24b.h>

12. CONDITIONS :

Les personnes intéressées par cette annonce doivent envoyer leur demande sous pli ferme aux adresses suivantes :

- Représentation de l'UNHCR en République du Congo à Brazzaville : 6, rue du 18 mars 1977- Quartier Mission Catholique Sacré-Cœur, Centre-ville, B.P 1093 Brazzaville.

Ou

- Au Bureau de Terrain de l'UNHCR à Betou à l'adresse suivante :

- Quartier CA METRES-Betou.

Veillez porter la mention suivante sur l'enveloppe «AVIS DE VACANCE DE POSTE INTERNE ET EXTERNE N 06/2017» Seules les personnes présélectionnées seront convoquées pour entretien et aucun dossier ne sera rendu aux candidats. Ne joignez donc que des photocopies. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les demandes de candidatures seront reçues tous les jours ouvrables entre 8h00mn et 17h 30mn.

Fait à Brazzaville, le 26 avril 2017

L'ADMINISTRATION DU HCR

VIE ASSOCIATIVE

Les anciens étudiants de l'UMNG invités à appuyer le CRANE

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a lancé le 2 mai à Brazzaville un appel aux anciens étudiants de l'Université Marien-Ngouabi, les invitant à adhérer et à soutenir les actions de la Crème des anciens étudiants de l'université Marien-Ngouabi (CRANE).

À la faveur d'un entretien avec une délégation du CRANE, conduite par son président Parfait Romuald Iloki, le ministre de l'Enseignement supérieur a fait part de sa disponibilité à jouer son rôle dans le partenariat entre le ministère et le CRANE. Il a promis appuyer et accompagner cette jeune association. « C'est une bonne nouvelle ; on leur souhaite bon vent. Je lance un appel à tous les anciens étudiants de l'université Marien-Ngouabi ou qu'ils soient ; quels qu'ils soient à appuyer cette jeune association. J'ai compris qu'elle n'a pas limité son accès, n'a pas fixé d'interdiction. En tant qu'anciens étudiants, nous sommes donc tous membres de fait », a précisé Bruno Jean Richard Itoua. Et d'ajouter : « Il y a quelques formalités à accomplir pour devenir membre effectif. Encore une fois, je lance un appel à tous les anciens étudiants et je me ferais un plaisir s'il le faut de cosigner un courrier, qu'on pourra adresser au plus prestigieux d'entre nous pour leur demander d'adhérer et puis évidemment d'appuyer ». Le président du CRANE s'est rejoui de ce que « le ministre est très ouvert et a été très attentif à nos propositions. Il a paginé notre programme d'activités et a apprécié le parcours que nous avons déjà pu faire en quelques temps. Nous avons lancé un site Internet. Nous sommes ouverts au reste de l'université et à tous les anciens et nous sommes actuellement en train de réhabiliter l'amphithéâtre 600, qui est un lieu à la fois important et historique pour nous qui sommes passés à l'UMNG ».

Signalons que la Crème des anciens étudiants de l'UMNG (CRANE) a été créée en juillet 2015 en vue de contribuer au rayonnement de l'unique établissement public de l'enseignement supérieur au Congo.

Guillaume Ondzé

MADIBOU

Les jeunes de plus en plus impliqués dans les violences sexuelles

À Madibou, dans le 8^e arrondissement au sud de Brazzaville, les agressions sexuelles ce n'est pas seulement une histoire d'adultes dépravés. Les jeunes sont dans toutes les statistiques. Ils sont à la fois auteurs et victimes des abus sexuels.

Le marché de Madibou n'est pas calme ce mardi. La scène de viol d'une fille de 12 ans la veille par un adolescent d'environ 16 ans alimente encore les conversations et ranime la colère chez les passants fraîchement informés. Les explications vont bon train. A quelques mètres du marché, se trouve le Centre de santé intégré (CSI) de la localité.

Ce énième cas de viol d'une jeune enfant constitue un acte de plus d'un phénomène qui a tendance à être attribué à des adolescents, lance le Dr Colleht Anne, médecin responsable du service violences de l'arrondissement.

« Nous enregistrons beaucoup de cas de violences sexuelles. Mais très peu chez les adultes et beaucoup chez les enfants. Dès le début de cette année nous avons eu quatre cas de jeunes filles de 11 à 13 ans violées par un groupe de jeunes de 18 à 20 ans qui ont été déferés à la Maison d'arrêt », explique le médecin.

Des viols ont également concerné de jeunes filles de 4 ans. « Un scandale ! », s'exclame Anne Colleht qui poursuit avoir enregistré récemment des violences à l'égard de fillettes de 6 à 11 ans violentées par des adolescents de 16

et 17 ans. A Madibou, des statistiques montrent par ailleurs une tendance à la sodomisation chez les jeunes garçons de 10 et 11 ans, car des cas ont été signalés. La vague des agressions sexuelles chez les jeunes à Madibou n'est qu'un angle d'un phénomène qui a toujours existé un peu partout, mais qui se révèle au grand format en raison du travail qu'effectuent concomitamment les services de santé et de police. Des cas de viols sont rapidement référés au CSI par la Police et des solutions sont vite envisagées.

Le Chef de quartier 8 de Madibou, Daniel Bikinkita, un agent de santé à la retraite, avoue qu'il s'agit d'une nouvelle forme de délinquance entretenue par l'oisiveté et l'absence de divertissement sains.

Le Dr Colleht Anne partage cet avis. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance, souligne-t-elle. « Je pense qu'il y a manque cruel d'actions récréatives et de distractions saines. Il n'y a pas de mouvement sportif. Qu'est-ce que vous voulez donner à ces enfants-là ? l'unique chose c'est qu'on regarde la télévision et c'est le sexe et la brutalité ».

La pornographie, instigateur en chef des forfaits

La plupart de jeunes auteurs d'agressions sexuelles interrogés ont avoué avoir été manipulés par les films pornographiques. D'autres estiment avoir voulu assouvir une curiosité blanchie par des entretiens avec des adultes immoraux. Si la télévision est la porte d'entrée

des images grossières, les téléphones portables constituent mieux le vecteur silencieux où se déroulent les échanges les plus discrètes.

Sage-femme au CSI de Madibou, Marie Thérèse Kivouvou ne nie pas « l'effet drogue » que peut revêtir le cyber-sexisme qui se résume essentiellement au harcèlement en ligne, partage de photos à caractère intime, invitation à des pratiques sexuelles audacieuses. Les jeunes filles sont davantage exposées à cette nouvelle forme de violence qui devient physique pour quelques uns des cas. La sage femme récrimine par ailleurs les accoutrements vestimentaires « trop sexy » et « provocateurs » de jeunes adolescentes.

Toutefois, renchérit le Dr Colleht Anne, la meilleure arme reste l'éducation et des politiques efficaces de lutte contre les violences. L'un des gestes à enseigner aux communautés, c'est la dénonciation des cas au lieu de proposer des arrangements à l'amiable. « Si nous pouvons dénoncer et porter les situations au niveau de la justice, nous pourrions trouver vite des solutions », estime le médecin.

Si les commissariats de police et les gendarmeries constituent un des premiers recours pour les victimes de violences, il est essentiel qu'elles puissent y recevoir un accueil et une orientation adaptés, à l'interface de l'action policière, sociale et judiciaire, conseille le Dr Colleht Anne.

Quentin Loubou

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

(No: AON F03/PADEF /2017/ /UNGP/RPM)

Fourniture et livraison à Dolisie et Oyo d'un lot de motos destiné aux CMEC fortes, CCP et Pilotes piscicoles.

1-Le Gouvernement du Congo a reçu un PRET du Fonds international de développement agricole («le Fonds» ou «le FIDA») pour financer le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce PRET pour effectuer des paiements au titre du marché de fourniture, livraison et installation à Brazzaville de lots de matériel de communication destinés au PADEF.

2-Le Coordonnateur National du Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF), invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission cachetée en vue de fournir et livrer à Dolisie et Oyo, un lot de motos destiné aux CMEC fortes, CCP et Pilotes piscicoles. Ces moyens roulants sont regroupés en un lot unique et indivisible.

Les entreprises intéressées pourront soumissionner pour le lot.

Le délai maximum de fourniture prévu est de deux (02) mois à compter de la date de notification du marché.

3- L'Appel d'Offres se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'offres définies dans l'Accord de financement et est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4- Les soumissionnaires intéressés éligibles peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de l'Unité Nationale de Gestion du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF) - Tél 06 658 59 19 - Email : blprodercongo@yahoo.fr et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse indiquée ci - après du Lundi au Vendredi de 8 heures à 16 heures.

5- Les conditions minimum de qualification comprennent :

- L'attestation de non faillite suivant la législation appliquée dans le pays de chaque soumissionnaire ;
- La justification de la conformité vis-à-vis de la législation fiscale et administrative Congolaise (pour les entreprises installées sur le territoire Congolais) ;
- La justification d'un chiffre d'affaires en fournitures des moyens roulants au cours des cinq (5) dernières années au moins égal à deux (2) fois le montant de son offre ;
- La possession d'au moins de deux (02) marchés similaires (nature et taille) à ceux objet de l'appel d'offres ;
- La capacité financière : l'entreprise doit disposer d'un montant minimum de liquidités et/ou de crédit net d'autres engagements contractuel de 25% du montant de l'offre.

La marge de préférence au bénéfice des entrepreneurs ou groupements d'entreprises nationaux ne s'appliquera pas.

6-Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant non remboursable de Cinquante mille (50 000) francs CFA.

La méthode de paiement sera au comptant ou par chèque certifié. Le document d'Appel d'offres sera adressé par avion, par courrier spécial ou messagerie express.

7- Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 7 juin 2017 à 12 heures,

heure locale. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents à l'adresse mentionnée ci-dessous le 7 juin 2017 à 12 heures 30 minutes à l'Unité Nationale de Gestion du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF).

Le montant de la garantie d'offres en francs CFA ou équivalent est de 450 000 FCFA

Le pli devra porter la mention «AON No: F 03/PADEF/2017/UNGP/RPM »

- Fourniture et livraison d'un lot de motos destiné aux CMEC fortes, CCP et Pilotes piscicoles - A n'ouvrir qu'en séance publique de dépouillement » L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: PADEF

Rue Isaac LOCKO, Parcelles n° 70/42 et 70/43, Quartier Hopital Blanche Gomez, (derrière l'Ambassade des Etats Unis)

Pays : CONGO, Local : voir réception

Téléphone : (00 242) 06 658 59 19 / 06 644 75 07

Adresse électronique : blprodercongo@yahoo.fr / secretariat@pade.org

Fait à Brazzaville, le 4 mai 2017

Le Coordonnateur du PADEF

Benjamin DIRA

ANNIVERSAIRE

Antoinette Sassou N'Guesso rend grâce à Dieu

Le dimanche 7 mai, date de son anniversaire, l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, a voulu rendre grâce à Dieu pour montrer son appréciation de ce qu'il a fait pour elle.

Cette messe, dite par Mgr Louis Portella Mbuyu, s'est déroulée en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, du Premier ministre, Clément Mouamba, de tous les membres du gouvernement, des diplomates accrédités au Congo et autres personnalités.

Dans son homélie tirée du livre de Jean 10 :1-10, l'orateur a tout d'abord parlé des caractéristiques du bon berger que Jésus-Christ évoque, « *cette figure du bon berger, du bon pasteur qui devrait être le modèle de toute personne exerçant une responsabilité dans n'importe quel monde, dans toute société, toute organisation religieuse* ».

Par ailleurs, il a invité les chrétiens à semer l'amour du prochain, car, donner sa vie pour les autres, a-t-il dit, est la plus haute manifestation de l'amour.

« *Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime. Toute responsabilité exercée à l'égard d'autres personnes est principalement une manifestation de l'amour. Nous*

restons interpellés par cette question lancinante, qui devait retentir au fond de nos cœurs », a martelé l'homme de Dieu. « *Au soir de notre vie, nous serons jugés sur l'amour. La question de l'amour dans la vie de la société ne doit pas être supplémentaire ou subsi-*



Le couple présidentiel / crédit photo Adiac

dière. Elle n'est surtout pas à considérer comme une question inutile. C'est la question fondamentale de notre exis-

tence », a conclu Mgr Louis Portella Mbuyu.

Prenant la parole, l'épouse du chef de l'Etat n'a eu d'autres mots que de remercier le seigneur Jésus-Christ et de lui rendre grâce à travers une chanson qu'elle a entonnée et reprise par les fidèles venus nombreux à

cette eucharistie.

« *Oui ! Je loue le Seigneur, car c'est lui qui m'a donné la vie depuis le 7 mai 1943, jusqu'à*

ce jour 7 mai 2017. Oui ! mon cœur n'oublie jamais aucun de ses bienfaits. Il m'a donné des enfants merveilleux et un mari adorable. Mais il m'a donné aussi les amis. Seigneur, je ne pourrais jamais oublier tous tes bienfaits. Mon cœur n'oublie jamais ce Dieu

miséricordieux »

Pour appuyer son message, elle a lu la parole de Dieu tirée du livre de Luc 17 : 12 à 17. Ce chapitre parle de Jésus-Christ qui avait guéri 10 lépreux, mais un seul est revenu lui dire merci.

« *L'histoire des 10 lépreux est que nous sommes nettement plus enclins à prier en cas de besoin, de souffrance ou de maladie. Et si notre prière de demande de guérison est exaucée, dès que nous allons mieux nous avons tendance à oublier Dieu. Moi, je fais partie des 10 lépreux, et je suis venue lui dire merci. Chers frères et sœurs, la reconnaissance n'est pas de ce monde, mais Dieu est amour et miséricordieux. L'amour pardonne tout. Je viens demander pardon et pardonner tous ceux qui, à un moment donné, ont raconté n'importe quoi. Que le seigneur les bénisse* », a indiqué Antoinette Sassou N'Guesso.

A la fin de la cérémonie, l'épouse du chef de l'Etat a offert un cierge dans un endroit isolé, réservé à la vierge Marie pour obtenir toutes les grâces que les chrétiens ont demandé au cours de cette eucharistie.

Yvette Reine Nzaba

PAROISSE NOTRE-DAME DE FATIMA

Une messe en faveur de la paix dans le Pool, au Kasai et en mémoire d'Emile Biayenda

À l'initiative de l'association Afrika Telema que dirige le père Jean-Marie Bukasa Malu, une messe de la miséricorde divine en faveur de la paix au Pool, au Kasai et en mémoire du 40e anniversaire de la mort du cardinal Emile Biayenda, a été célébrée le 4 mai à Brazzaville.

Cette messe, dite par le secrétaire-chancelier de l'archevêché de Brazzaville, l'abbé Rhod Yizeno, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République démocratique du Congo (RDC) en République du Congo, Christophe Muzungu. En effet, dans son homélie tirée du livre de Jean 6 : 44-52, l'orateur a invité les Congolais à être les artisans de la paix. Il a également imploré Dieu sur la situation du Pool, qui a déjà fait autant d'orphelins car les membres des familles se sont dispersés çà et là. « *Nous ne pouvons jamais parler de la paix sans faire en amont allusion au pardon, à la miséricorde et à la réconciliation sans oublier l'amour. Celui qui ne sait pas pardonner ne pourra jamais faire la paix, celui qui ne sait se réconcilier avec les autres ne pourra jamais faire la paix dans sa vie. La paix, c'est peut-être le département du Pool, mais*



elle devrait partir de nos foyers, de nos familles », a prêché l'abbé Rhod Yizeno.

L'autre temps fort a été la présentation des messages de paix contenus dans les CD du père Jean-Marie Bukasa Malu, par Paul Loango, enseignant à l'Université Marien-Ngouabi. Dans le premier message : le Pool pour la paix, celui qu'on appelle chantre de paix rappelle que depuis un certain temps, les activités vitales sont au ralenti dans le département du Pool, car la paix et le développement y sont perturbés. « *La méfiance a élu domicile*

dans les cœurs des populations. Cette situation inquiète. » D'où l'appel aux filles et fils du Pool à « *devenir les artisans de la paix tant recherchée dans ce département* ».

Quant à la RDC, Jean-Marie Bukasa Malu chante le Kasai pour la paix. D'après lui, l'incompréhension entre les frères sème la mort, inocule le venin de la haine, détruit le tissu économique et paralyse l'émergence de cette province du centre du pays. Ainsi, dans son message, il exhorte le peuple du Kasai « *à se lever dans un élan de*

fraternité, de solidarité et d'unité par le dialogue pour la construction de la paix dans cette contrée en vue, dit-il, de son développement ».

Enfin, dans son message chanté : « *40 ans, sa dimension d'homme de paix pour implorer son... Dieu accorde la paix durable à la République du Congo* », le curé de la paroisse Notre-Dame de Fatima de Mpila invite les filles et fils du Congo à recourir à cet éminent homme de Dieu pour la préservation de la paix dans leur pays.

Seulement quatre paroisses fonctionnent sur les 15

Le secrétaire général de Caritas-Congo, Alain Robert Moukouri, s'est, quant à lui, félicité de l'initiative d'Afrika Telema, car prier ou travailler et devenir des artisans de la paix, est une priorité pour le Congo, l'Afrique et le monde. Rappelant la situation précaire que vivent de nombreux déplacés du Pool, il a indiqué que Caritas était pratiquement la seule association, qui est plus présente dans le département pour être au côté des populations. « *Nos équipes prennent le risque, nous demandons au peuple de prier, de contribuer à la recherche et la construction de la paix dans le Pool et au Kasai. Notre peuple a besoin de paix pour construire son développement et l'Afrique a besoin du développement pour construire son devenir* », a-t-il conclu.

Rappelons que la célébration eucharistique a été officinée par le vicaire judiciaire du diocèse de Kinkala, l'abbé Charlemagne Didace Malonga Diawara-Doré, dont la communauté subit les effets de l'insécurité dans le Pool. En effet, sur les quinze paroisses existantes, seules quatre fonctionnent normalement.

Parfait Wilfried Douniama

ŒUVRES SOCIALES

La Croix rouge congolaise en quête de sang

L'organisation humanitaire a entamé, le 06 mai à Brazzaville, une séance de collecte de sang auprès des bénévoles dans le cadre des festivités marquant la journée mondiale de la Croix rouge, le 08 mai.

Le thème retenu pour l'an 2017 est : « Partout, pour tous ». L'objectif est de mettre en avant la force du réseau qu'aménage la Croix rouge congolaise pour apporter un soutien sanguin aux personnes les plus vulnérables, en toutes circonstances.

« La transfusion sanguine est au cœur du système de santé parce que jusqu'à ce jour, il n'y a aucun produit qui peut remplacer le sang. Le sang n'est pas un produit fabriqué, et la recherche fondamentale n'a pas encore

comme révélé par le docteur Arsène Bikoué.

Dans les douze départements du Congo, les équipes des bénévoles formés aux techniques de secours par la Croix rouge congolaise vont réaliser plusieurs actions au cours de cette semaine dite « semaine humanitaire ».

Outre la collecte de sang, il est également prévu, courant cette semaine, des activités telles que la sécurité routière, les dons en faveur des orphelinats, les opérations d'assainissement dans les

sures d'hygiène », a ajouté Emilienne Koli, secrétaire générale de la Croix rouge Congolaise.

En 2017, la Croix rouge congolaise a réussi à rassembler plusieurs centaines de volontaires pour collecter du sang et fêter la journée mondiale de la Croix rouge. « Si je donne volontiers du sang, c'est parce que je suis convaincu de l'importance de ce don au profit de ma famille et de tout Congolais. Donner gratuitement du sang aide aussi à connaître sa sérologie et à maîtriser son groupe sanguin », a confié Pascaline Mountango, donneur accrédité à la Croix rouge congolaise.



Des bénévoles dans la salle de prélèvement du sang (adiac)

trouvé son substitut », a indiqué le docteur Arsène Bikoué, directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Ainsi, les poches de sang collectées vont permettre de garantir la disponibilité des produits sanguins dans les formations sanitaires de Brazzaville et conforter l'initiative de leur autosuffisance,

hôpitaux de la place et un défilé humanitaire.

« Dans le cadre de cette semaine humanitaire, des simulations en rapport avec la sécurité routière seront organisées au profit de nos volontaires qui ont le devoir de maîtriser aussi le code de la route. Nous allons aussi sensibiliser la communauté aux me-

Rappelons qu'à Brazzaville comme dans les autres villes du pays, la Croix rouge congolaise est réputée pour son travail axé entre autres sur quatre domaines essentiels, à savoir : la promotion des valeurs humanitaires, l'intervention, la préparation en cas de catastrophes et les soins de santé sur le plan communautaire.

Fortuné Ibara

OPÉRATION BARKHANE

Intervention contre les groupes terroristes dans la bande sahélo-saharienne

La force Barkhane est intervenue ces derniers jours dans plusieurs opérations dans la bande sahélo-saharienne. Il s'agit de former les armées, de neutraliser et de démanteler certaines caches de groupes armés terroristes.

La force Barkhane s'est engagée depuis le 29 avril dans une opération dans la forêt de Foulsaré, non loin de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, au sud-ouest de Gao, selon l'état-major français des armées. Cette opération a permis la neutralisation d'une vingtaine de terroristes. L'opération a reposé sur l'action coordonnée d'avions de chasse et d'hélicoptères, de commandos déposés et d'équipes opérationnelles de déminage de Barkhane. Ce qui a permis d'identifier des zones de dépôts logistiques des groupes armés terroristes (GAT) dans cette forêt. Baptisée Bayard, l'opération a poussé des mirages 2000 à effectuer des frappes aériennes sur les objectifs.

Il a aussi été procédé à la fouille de la zone d'opération. Des armes, des munitions, des lance-roquettes et des composants destinés à la fabrication d'engins explosifs ont été découverts en quantités importantes, suivis de leurs destructions. La forêt de Foulsaré était considérée comme une zone de refuge et d'influence des terroristes.

De même, Barkhane a organisé un exercice de radiographie au profit de la Direction de transmission tchadienne (DRT). La formation s'inscrit dans le cadre des échanges réguliers entre l'armée française et l'armée nationale tchadienne (ANT). Le but de l'exercice est d'apporter un complément de formation à une quarantaine de stagiaires. Il s'agit d'un partage de savoir-faire qui vise à renforcer l'interopérabilité de Barkhane et de l'ANT.

Un détachement de la force Barkhane a également appuyé et formé la compagnie d'infanterie du 71e régiment mixte des Forces armées maliennes (Fama), une unité basée au nord du Mali. L'objectif était de permettre aux Fama de conduire des missions opérationnelles de manière autonome. C'est un partenariat opérationnel plein d'opportunité autour des savoir-faire techniques et tactiques du combat de l'infanterie comme l'armement, le secourisme au combat, le tir, le combat en localité, les transmissions ou encore la topographie. Ces dernières semaines, les militaires maliens ont suivi des instructions plus dynamiques comme le combat débarqué de niveau groupe ainsi que de l'instruction au tir. Ces instructions complémentaires visaient à accroître la compétence des Fama et partager les savoir-faire de la force Barkhane. L'objectif du détachement étant d'améliorer les automatismes et la confiance des Fama dans leur capacité à prendre l'ascendant sur les groupes armés terroristes.

Lancée en août 2014, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, et conduite par les armées françaises, l'opération Barkhane repose sur une approche stratégique fondée sur le partenariat avec les pays de la bande sahélo-saharienne (BSS : Mauritanie; Mali; Niger; Tchad et Burkina Faso). Son effectif est d'environ 4000 militaires ayant pour mission d'appuyer les forces armées des pays partenaires dans leur action de lutte contre les groupes armés terroristes et de favoriser une appropriation.

Noël Ndong

SEMINAIRE

L'Institut Supérieur Polytechnique –Université (ISP-U) est un établissement privé d'enseignement supérieur agréé par le Ministère de l'enseignement supérieur organise deux séminaires à l'hôtel RADISSON BLU MBAMOU PALACE.

1- Séminaire sur la comptabilisation des données comptables en IFRS (normes comptables internationales) du 19 au 20 mai 2017

2- Séminaire sur les techniques d'élaboration du bilan social dans une entreprise du 26 au 27 mai 2017

Pour les informations concernant les frais de participations, la description détaillée des séminaires, le formulaire de participation, contacter nous par téléphone au 05.548.82.41 / 01 058 73 63 ou à l'adresse suivante :

INSTITUT SUPERIEUR POLYTECHNIQUE-UNIVERSITE

10 rue effort KOMBO LA TELE

Vers la maison du ministre jean jacques BOUYA

Tel: 05.548.82.41 / 01 058 73 63



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous



ATTIJARIWAFABANK LANCE LE PREMIER PROGRAMME INTERNATIONAL D'OPEN INNOVATION « SMART UP »

Casablanca - le 02 mai 2017 - Convaincu que l'innovation est devenue aujourd'hui un levier de premier ordre pour poursuivre ses ambitions grandissantes aussi bien sur le marché local qu'à l'international, le groupe Attijariwafa bank a inscrit l'innovation au cœur de sa stratégie de développement.

C'est à ce titre qu'Attijariwafa bank entame aujourd'hui son premier programme international d'Open Innovation « Smart Up » en partenariat avec Screendy (une startup marocaine qui a développé une plateforme innovante pour simplifier la création d'applications mobiles), s'appuyant sur une démarche collaborative réunissant les forces vives du groupe et les talents de l'écosystème entrepreneurial et universitaire national et international. L'objectif étant d'apporter plus de valeur aux clients d'Attijariwafa bank, favoriser et encourager l'esprit de créativité en interne tout en se nourrissant des apports de l'externe.

L'ambition du programme **Smart Up** est de susciter et promouvoir des solutions innovantes répondant aux besoins de développement du Groupe internes et externes. Ces nouveaux processus de gestion et de réflexion s'appuient d'une part sur toutes les potentialités de nos équipes en interne et d'autre part sur un tissu de talents externes constitué de diverses start-up, développeurs, incubateurs, designers, ou autres, de manière à créer un réel écosystème d'innovation autour du Groupe.

Ainsi, le programme **Smart Up** se déroule en 3 étapes :

1. Ateliers d'inspiration et de sensibilisation à l'innovation avec animation de workshops de créativité en faisant appel à un panel de jeunes entrepreneurs locaux inspirants qui partageront leurs parcours et leur success story, ces ateliers auront lieu à :

- Casablanca : Mardi 2 Mai 2017
- Tunis : Mercredi 3 Mai 2017
- Paris : Mardi 9 Mai 2017
- Abidjan : Mercredi 10 Mai 2017
- Dakar : Vendredi 12 Mai 2017

2. Hackathon à dimension internationale prévu les 19, 20 et 21 mai 2017 en simultanément sur les 5 villes : contraction de hack et marathon, ce Hackathon est une compétition qui se déroulera durant 48 heures non-stop, pendant laquelle un groupe de collaborateurs internes et acteurs externes se réuniront afin de produire des solutions innovantes. Le principe est d'innover en mode marathon;

3. Accompagnement entrepreneurial et technique : à l'issue de cette compétition, un jury choisit et récompense les meilleurs projets à l'échelle locale et internationale. Les équipes gagnantes recevront des prix financiers et intégreront un cycle d'incubation de 5 semaines au sein du Lab d'Innovation créé par le groupe Attijariwafa bank.

À l'issue de ce programme, les solutions innovantes retenues seront accompagnées par le Groupe dans le cadre de partenariats win-win. Le groupe Attijariwafa bank renouvelle ainsi son engagement pour l'écosystème entrepreneurial et pour l'innovation.

Inscription : Smartup.Screendy.com

Contact Presse - groupe Attijariwafa bank
Ouafaa GHAOUAT
Responsable Relations Presse
Communication Institutionnelle
Téléphone : 05 22 54 53 57
Mobile : 06 47 47 32 90
Email : o.ghaouat@attijariwafa.com

Contact Développement de l'Entrepreneuriat
Imane Belmaati
Responsable du Développement de l'Entrepreneuriat
Téléphone : +212 6 47 47 35 50
Email : i.belmaati@attijariwafa.com

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réalisation effective de l'acquisition par le groupe Attijariwafa bank de 100% du capital de Barclays Bank Egypt qui deviendra Attijari bank Egypt¹

Casablanca, 3 mai 2017

Conformément à l'accord signé le 4 octobre 2016, Attijariwafa bank a finalisé ce jour l'acquisition de 100% du capital de Barclays Bank Egypt et ce, après l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires requises.

Barclays Bank Egypt est une banque dont le siège est basé au Caire, disposant d'un effectif de **1.500 employés** et d'un réseau de **56 agences** situées dans **18 villes** égyptiennes. En 2016, Barclays Bank Egypt a enregistré un produit net bancaire de **1.950 EGP millions (1.062 MAD millions²)** et un bénéfice net de **663 EGP millions (361 MAD millions²)**.

En 2017, Barclays Bank Egypt a réalisé au titre du premier trimestre un bénéfice net de **257 EGP millions (140 MAD millions²)** en **croissance de +60%** par rapport au premier trimestre 2016, bénéficiant des conditions de marché très favorables en matière de croissance des crédits, d'amélioration des marges d'intermédiation et de hausse des rendements des bons du Trésor. La rentabilité des actifs et des fonds propres s'est ainsi significativement accrue (**RoA de 4,3%** et **RoE de 30,4%** contre respectivement 3,0% et 22,5% au premier trimestre 2016).

Cette opération permet à Attijariwafa bank d'étendre son réseau international au sein de la troisième économie africaine riche d'une population de **92 millions d'habitants**, et de s'implanter dans un marché bancaire avec des perspectives de croissance soutenue. Elle ouvre aussi la voie au développement du groupe au Moyen Orient et en Afrique de l'Est.

L'implantation d'Attijariwafa bank en Egypte contribuera également à une intégration économique de plus en plus importante entre l'Egypte et les régions de présence du groupe.

Le financement de cette acquisition avait été anticipé dès le quatrième trimestre 2016 grâce à la réduction de moitié de la participation d'Attijariwafa bank dans Wafa Assurance et l'émission d'un emprunt subordonné perpétuel éligible en capital Tier1.

La combinaison de l'ensemble des opérations citées ci-dessus a un impact positif sur les ratios de solvabilité d'Attijariwafa bank et un impact relatif sur ses comptes consolidés améliorant le résultat net par action de **2,1 MAD par action (+9%)** et le RoA de **12 points de base³**.

Contact Relations Presse

Mlle Ouafaa Ghaouat
Email : O.Ghaouat@attijariwafa.com

Contact Communication Financière

Mme Ibtissam ABOUHARIA
Email : i.abouharia@attijariwafa.com

(1) Le changement de dénomination sociale est soumis à l'accord de l'Assemblée Générale Extraordinaire de Barclays Bank Egypt et de la Banque Centrale égyptienne

(2) Cours de change au 03 mai 2017 : 1 EGP = 0,5448 MAD

(3) Projections 2017 (12 mois pour l'ensemble des agrégats de résultat)



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET DURQUAP



Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec la Banque Mondiale, le Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) pour un montant de cent vingt millions (120.000.000) de dollars US.

Ce projet qui s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEE-DU), a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

A cet effet, la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) se propose d'utiliser une partie des fonds au titre de ce financement pour régler des services d'un Cabinet pour l'audit comptable et financier du projet.

1. L'Unité de Coordination du Projet invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, réfé-

rence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

2. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures spécifiques définies dans les Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi de Consultants par le Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA (Edition de janvier 2011, révisée en juillet 2014).

Place de la République, ex rond point Centre Culturel français Tél.: +242 22 83 54 60 - fax +242 22 8165 78 e-mail: contact@grandtravaux.org Site web: www.grandtravaux.org

3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

4. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 23 mai 2017 et porter expressément la mention : « Projet DURQuaP : Manifestation d'intérêt pour l'audit comptable et financier du projet » A

l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,

Sise au N°2 de la Route de la Base militaire, Croisement du Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO - 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya). BP : 1127 - Brazzaville - République du Congo .

Tél : (+ 242) 06 956 86 64; 05 386 35 32; Fax : (+ 242) 22 8165 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO.

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 03 MAI 2017

Le Coordonnateur Technique,






RENCONTRE AVEC DES EXPERTS DE LA FORMATION IT

Dans le cadre du développement de son activité formation, GBM Congo en partenariat avec Advancia Training leader de la formation sur les NTIC en Afrique du Nord, vous donne rendez-vous le Mardi 09 Mai 2017 à l'HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE

VENEZ DÉCOUVRIR LES BONNES RAISONS DE VOUS **FORMER AVEC GBM CONGO**

MARDI 09 MAI 2017
HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE

INSCRIPTION
Tél.: **[+2421 05 547 15 25]**
E-mail : **contact@gbm-congo.com**

25 années d'expérience

PROGRAMME

- 08H00 – 09H00 : Accueil
- 09H00 – 09H15 : Mot de bienvenue
Yosri MILED Directeur GBM Congo et Amine KETATA Directeur Advancia Training
- 09H15 – 09H45 : Présentation : GBM Congo
- 09H45 – 10H15 : Présentation : Advancia Training
- 10H15 – 10H45 : Pause-café
- 10H45 – 11H15 : Annonce du partenariat GBM – Advancia Training
- 11H15 – 11H45 : Avantages de la formation certifiante & Offres de lancement
- 11H45 – 12H00 : Questions-Réponses
- 12H00 – 13H00 : Cocktail

Réservez dès à présent votre place et bloquez votre agenda !

Soyez les premiers à vous inscrire, **LES PLACES SONT LIMITÉES.**
Dans l'attente de vous voir parmi nous le **Mardi 09 Mai 2017** à l'HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE.

Formation



Certification



Adresse : Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Immeuble Mucolec 9 la gare 2^{ème} étage, face CNSS centre-ville BP/245 Brazzaville CONGO

Tél.: (+242) 05 547 15 25
Mobile : (+242) 05 301 00 45
E-mail : contact@gbm-congo.com

www.gbm-cg.com
www.advancia-training.com

DU NOUVEAU A POINTE-NOIRE

Pour un court ou long séjour à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville, choisissez un seul cadre pour la location des chambres climatisées avec un point cuisine :

Contactez Archange au :
00242 06 652 75 29 / 06 820 00 73

Archange est situé non loin du marché de Siafoumou et du Dr Mongo.

Soyez les bienvenus.

NÉCROLOGIE



La famille Kouma informe parents, ami(es) et connaissances, que le programme des obsèques Colonel (R) Kouma Paul «Popaul» (AET matricule 36), auront lieu le mardi 9 mai selon le programme ci-après :

- 8h00 : levée de corps à la morgue municipale ;
- 10h00 : recueillement avec les AET ;
- 11h00 : recueillement au domicile, N°432, rue Mandzomo Plateau des 15 ans, avenue des 16^e ;
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;
- 16h00 : fin de cérémonie.

Hervé Brice Mampouya, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants, Flore et Diane Mampouya à Brazzaville, Aymar Mampouya à Pointe-Noire, Aude et Inès Mampouya en France, Darel Mampouya au Sénégal, Mme Mampouya née Boukaka Joséphine et familles informent tous les parents, amis et connaissances que l'inhumation de Mampouya André, décédé le 25 avril dernier a lieu le mardi 9 mai 2017 au Cimetière privé de Wayako à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt sis au n° 140 de la Rue Jolly à Bacongo.



IN MEMORIAM

5 mai 2014-5 mai 2017, 3 ans déjà, Jour pour jour que la veuve Mapakou née Elisabeth Nombo fut arrachée à l'affection des siens. En ce jour mémorable, ses enfants et petits-enfants prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Que le bon Dieu dans sa grâce lui accorde la paix éternelle.

Une messe d'action de grâce sera dite le dimanche 7 mai 2017 dans les paroisses Saint-François d'Assise à Brazzaville, christ-roi à Pointe-Noire et à la Paroisse Saint Joseph des Nations à Paris Nelly, Mam Nomb, Mamie nous ne t'oublions jamais.



EBOLA

Une nouvelle épidémie est « inévitable », selon la directrice de l'OMS

En visite en Guinée, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Chan, qui a participé le 4 mai à une réunion sur le thème : « Vaccins anti-Ebola pour la Guinée et le monde », a prévenu que le monde sera « mieux préparé » à une inévitable nouvelle épidémie d'Ebola.

« Les scientifiques ne savent pas encore avec exactitude où, dans la nature le virus Ebola se cache entre deux flambées, mais presque tous les experts conviennent qu'une nouvelle épidémie est inévitable », a déclaré la directrice générale de l'OMS, lors de cette réunion consacrée aux vaccins anti-Ebola. Cependant, lorsque cela se produira, le monde sera beaucoup mieux préparé à y faire face, a-t-elle précisé en présence du président guinéen, Alpha Condé, de la responsable de l'OMS-Afrique, Dr Matshidiso Moeti, ainsi que d'experts et autorités sanitaires, dont des délé-

gations venues du Liberia et de la Sierra Leone. Pour Margaret Chan, l'espoir d'une meilleure réaction face à une éventuelle nouvelle épidémie se fonde sur les « mesures de contrôle établies » comme la mise en quarantaine ou en isolement, auxquelles s'ajoute la « nouvelle approche pour le contrôle d'Ebola (qu'est) la vaccination en anneaux » ou en ceinture.

Cette méthode consiste à vacciner des cercles ou groupes de gens en contact avec un malade, d'abord des proches, puis des sujets qui ont été en contact avec eux et ainsi de suite. Elle a été utilisée pour éradiquer la variole. « La stratégie peut avoir un impact significatif, même si les stocks de vaccins sont dans un premier temps limités », a ajouté Margaret Chan.

Le président Alpha Condé a, pour sa part, exhorté à un partage de connaissances par « les chercheurs des pays industrialisés et des grandes insti-



Margaret Chan (Dr)

tutions financières à travers le monde ». « Il est temps que le continent africain bénéficie du transfert de technologies

de pointe notamment dans le domaine des sciences biomédicales », a-t-il souligné.

En décembre, l'OMS avait an-

noncé qu'un premier vaccin - sur une quinzaine en cours de développement aux Etats-Unis, en Europe, Russie et Chine - était « efficace à 100% » contre le virus Ebola. Il s'agit du rVSV-ZEBOV, développé par l'agence de santé publique du Canada grâce à des financements divers. Des essais ont été conduits notamment en Guinée.

La Guinée où des essais du vaccin mis au point ont été conduits, fait partie avec le Liberia et la Sierra Leone, des trois pays d'Afrique de l'Ouest qui avaient été sévèrement affectés par l'épidémie d'Ebola entre fin 2013 et 2016. La pandémie a été déclarée terminée dans la région en juin 2016, après avoir causé plus de 11.300 morts, à plus de 99% dans ces trois pays. C'est pour cette raison que l'OMS avait été critiquée pour son manque de discernement sur la gravité de la crise, en ayant perdu des mois avant de déclarer la guerre au virus.

Nestor N'Gampoula

HUMEUR

Gare aux marchands de sujets d'examen d'Etat !

Parents, écoles, élèves et même les directions des examens et concours, soyez tous vigilants car des illusionnistes trompeurs qui se disent détenir des sujets d'examen sont là. Très cupides, ces gens opèrent de différentes façons pour se faire de l'argent auprès des élèves, parents d'élèves et responsables d'établissements scolaires privés qui sont toujours à la recherche de meilleurs taux de succès pour impressionner.

A quelques semaines des examens d'Etat que sont le CEPE, le BEPC, le BET, le BAC général et technique et bien d'autres, ces marchands d'illusions passent d'école en école ; de ménage en ménage et côtoient même des directions d'examen. Ces gens pour la plupart sont connus, car le cafard a beau se saupoudrer, la poule finit par l'identifier. Etant donné que ces gens-là élaborent des stratégies et des argumentaires divers pour endormir leurs cibles et commettre leur sale besogne, méfions-nous de tous ceux qui tenteront de nous proposer des sujets, semble-t-il, traités à la veille des examens d'Etat.

Parmi leurs argumentaires, ils se disent être très proches de telle ou telle autorité de l'éducation. Véritables menteurs, ils le font pour endormir la conscience de toute personne en situation. Et comme ces escrocs sont les habitués de cette pratique honteuse, ils sont capables de réactualiser les sujets des sessions antérieures. Ces documents scannés ou falsifiés sont pour eux des pièces tangibles faisant foi d'une réelle épreuve.

Et si par coïncidence heureuse, l'un de ces sujets passait à l'examen, ils reviennent à vous gaillardement pour confirmer leur importance. Ce sont des malintentionnés, toujours prêts à désorienter les candidats. Ces faux sujets sont parfois injectés sur la toile ou dans les portables des paisibles candidats. Heureusement, les organisateurs des examens l'ont vite compris en interdisant la présence des portables dans les salles d'examen et en luttant contre le phénomène des « Labos ».

Ceci étant, les élèves, parents d'élève et tous les acteurs de la vie scolaire ont intérêt à veiller davantage pour que notre système scolaire ne continue pas à subir les coups des spécialistes d'anti-valeurs.

Faustin Akono

AFRIQUE CENTRALE

Cafouillage dans les contributions statutaires des Etats membres de la CEEAC

Les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont un réel besoin d'ajustement dans leurs contributions statutaires, en fonction de leur situation économique et sécuritaire.

Deux pays seulement parviennent à libérer leurs contributions pour assurer le bon fonctionnement de l'organisation régionale. Il s'agit du Congo et du Gabon. Ils font aussi partie des Etats à jour, ainsi que le Cameroun et la Guinée équatoriale, les deux plus gros contributeurs, avec un quota de 13% revu à 12%.

Mais le retour du Rwanda au sein de la grande famille régionale a poussé la Guinée équatoriale à exiger un ajustement des gros contributeurs à 11%. Malabo est favorable que l'assiette des contributions des autres Etats passe à ce niveau. Autrefois considérés comme des pays

instables ou économiquement faibles, les cotisations de la Centrafrique, du Burundi et Sao Tomé et Principe ont été bloquées à 5%. Pour Malabo, ces Etats devraient revoir à la hausse leur participation au sein de la CEEAC.

Cette position est partagée par le Congo et le Gabon. Mais elle n'a pas reçu l'adhésion attendue. Les délégués de Sao Tomé et Principe ont piqué une colère, exhibant « la fragilité » de leurs finances ; le Tchad a brandi la baisse des revenus pétroliers, le péril sécuritaire plaidant pour un ajustement de sa cotisation. En proie à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram dans le nord du pays, le Cameroun exige une contribution à 11%.

Les arriérés de contributions des Etats membres de la CEEAC sont à l'origine de l'arrêt de plusieurs projets communautaires.

Noël Ndong

MIGRANTS

Le Premier ministre italien défend les ONG

Alors que les accusations de collusion avec la mafia des passeurs prennent de la consistance à droite, les ONG qui secourent les immigrés reçoivent le soutien du Premier ministre (PM).

« Je remercie les bénévoles, les garde-côtes et la marine qui sauvent des vies chaque jour. Nous, nous en sommes fiers ». Paroles de Paolo Gentiloni, Premier ministre italien, qui tombent comme un soutien aux ONG de secours aux migrants en perdition en Méditerranée. Ces jours derniers des voix principalement à droite et même au sein de son gouvernement divisé ont semblé mettre le PM dans l'embarras. Il vient briser un silence qui pouvait être diversement interprété.

« Le phénomène des migrants sera de longue durée. A long terme, il faudra créer développement et croissance dans les pays d'origine. A court terme, il faut retirer le monopole des flux aux trafiquants », a souhaité le Premier ministre. Le procureur de Catane, au sud de l'Italie,

soutient avoir la preuve que des ONG en cause sont liées avec la mafia des passeurs qui les appellent depuis les côtes libyennes. C'est pourquoi des bateaux de secours sont opportunément aux endroits où des embarcations de migrants sont en difficulté pour les secourir. Et gagner de l'argent. Le procureur Carmelo Zuccaro n'a ouvert aucune enquête officielle mais multiplie les déclarations. Devant une commission parlementaire mercredi, il a répété ses soupçons de collusion et réclamé les moyens d'enquête. Soutenu par la droite, la ligue du Nord (anti-euro et anti-immigrés), le Mouvement 5 étoiles (populiste) et même le ministre des Affaires étrangères, Angelino Alfano, M. Zuccaro a demandé que les conversations via téléphone satellitaire depuis les bateaux de migrants puissent être enregistrées et que des avions de la marine surveillent les bateaux des ONG en mer.

Lucien Mpama

COOPÉRATION

L'ambassade du Venezuela organise la 2^e édition de la marche et du marathon des jeunes

C'est dans le cadre du renforcement des relations d'amitié entre les deux pays que l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo, Norma Borges, a organisé la deuxième édition de la marche et du marathon des jeunes sur l'avenue de la corniche à Brazzaville.

Cette double activité sportive se tiendra chaque mois et ce, jusqu'à la fin de l'année 2017, soit dix éditions. But visé : consolider la paix et la vie. La marche a réuni soixante-dix jeunes, notamment les apprenants de la langue espagnole.

Comme la première édition, celle-ci a eu pour point de départ et d'arrivée ; la Case de Gaulle à Bacongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, en suivant l'itinéraire ci-après : Pont 15 août 1960- rond-point du ministère de la Défense, restaurant Mami-Wata et retour.

Comparativement à la première édition tenue en février dernier (50 participants), l'actuelle marathon a connu une grande mobilisation comme l'avait si bien souhaité Norma Borges. « *Le marathon d'aujourd'hui a eu plus du monde par rapport à celui de la fois dernière, parce qu'il y a eu plus de participants, ce qui nous motive*

encore de plus. Petit à petit, il y a des gens qui s'intègrent et nous leur donnons l'importance de faire le sport. Faire le sport c'est garantir une meilleure qualité de vie. L'objectif de cette activité c'est d'activer la partie sportive aux jeunes, vu qu'il y a aussi un travail cardiovasculaire qu'on fait avec deux spécialistes », a-t-elle déclaré.

A l'issue de la course, les athlètes suivants ont remporté les trois premiers prix.

Marche des hommes : Prince Diafouka 33,19' ; Neodace Mansangassa 33,20' ; Ernesto Aloula 34,25'.

Marche des Femmes : Adjovie Nayanka 32,26' ; Takabizo 38,54' ; Conversia Mbika 38,55'.

Cross Dames : Kalicha Bayena 25,10' ; Victoire Otsatso 25,58' ; Naïfa Balendé 26,11'.

Cross hommes : François Mboungou 18,21' ; Daniel Ondongo 21,25' ;



Photo de famille des athlètes (Adiac)

Xavier Tsiba 21,28'

Pour cette deuxième édition, l'ambassade a bénéficié de l'accompagnement de la société de téléphonie mobile Airtel Congo. « *Nous*

invitons toute la communauté de Brazzaville à venir nous accompagner durant tous les marathons que nous organisons chaque fin du mois. Le prochain

marathon aura lieu la fin du mois de mai », a indiqué l'ambassadeur Norma Borges qui faisait aussi partie des athlètes.

Bruno Okokana

CHRONIQUE

Salon Afrique Unie 2017

Créé en 2009 par l'association DA PATCH ATELIERS, qui œuvre pour l'insertion scolaire et professionnelle des jeunes issus de l'immigration, Le Salon Afrique Unie nous affichera sa quatrième édition le 20 mai prochain aux Docks - Cité de la Mode et du Design à Paris.

Comme vous le savez bien, ce rendez-vous incontournable de la mode et du design est l'occasion de voir l'Afrique réunie autour d'un événement de grande envergure, qui laisse place à la convivialité, aux échanges et au partage, en promouvant la culture et le business afro-caribéen.

Les crues précédents, 2014, 2015 et 2016 avaient laissé stupéfaits plus d'un, tellement ils firent des succès, qui relevèrent plusieurs défis.

Ils s'étaient donné les missions de réunir et promouvoir les artistes et artisans afro-caribéens résidant en Europe et ainsi susciter des échanges et rencontres sur des plans économique, artistique et culturel.

Plusieurs centaines d'exposants venus des quatre coins du continent, des Caraïbes et d'Europe sont attendus pour cet événement cette année qui permet aux visiteurs de découvrir des produits, des créations et des services exclusifs innovants.

Le Salon Afrique Unie, c'est plus de 10 espaces d'exposition, des accessoires de mode, pour beauté et bien-être, de l'épicerie fine, de la décoration, du business, du tourisme, de l'immobilier, de la littérature et bien d'autres activités qui se résument en un grand divertissement.

Les visiteurs seront pour cela gratifiés entre autres de spectacles, d'animations et d'expositions culturelles. Au programme : défilé de mode, démonstrations culinaires, atelier pour enfants et show case avec les artistes africains du moment.

Autre plaisir de ce grand rendez-vous, ce sera le programme divers de conférences thématiques qui offriront l'opportunité d'échanger, de discuter et de débattre des différents sujets d'actualité qui concernent la société afro-caribéenne.

Après donc le succès de sa dernière édition qui rassemblait plus de 10 000 visiteurs et 80 exposants, l'expérience renouvelée cette année fédérera à n'en point douter et de nouveau, des milliers de visiteurs. Davantage d'entreprises étrangères sont invitées afin, selon le fondateur du concept, de « permettre le développement d'une nouvelle image du business africain en France et en Europe »

Ouvert à tous, car gratuit, ce Salon vaut largement qu'on lui consacre un peu de son temps si l'on a à cœur l'émancipation du continent africain et le développement de la coopération naturelle afro caribéenne, alors bienvenue à la quatrième édition du Salon Afrique Unie !

Ferréol GASSACKYS

JOURNÉE INTERNATIONALE DU JAZZ

Brazzaville a célébré l'évènement avec faste

La célébration de la journée internationale du jazz, édition 2017, qui a eu lieu à Brazzaville du 27, 28 et 29 avril, à l'hôtel de la préfecture et à l'Institut français du Congo, a été marquée par la tenue de plusieurs activités tant scientifiques que musicales.

Des ateliers de perfectionnement sur les instruments du jazz, à l'exposition du patrimoine audio-musical du jazz, en passant par le colloque scientifique sur l'histoire du jazz dans le monde et le spectacle musical avec les artistes musiciens du collectif « Congo Ndule jazz », tel a été le menu de la cinquième célébration à Brazzaville de cette journée, bien que le reste du monde en est déjà à sa sixième célébration.

A l'hôtel de la préfecture, les 71 apprenants du jazz qui ont assisté aux ateliers, grâce à une bourse de l'Unesco, remise au collectif « Congo Ndule jazz », ont restitué l'atelier de perfectionnement sur les instruments de musique avant de donner une prestation à la hauteur de l'évènement. Ils ont interprété des titres suivants : les standards ; All of me ; Take the « A » Train ; Freddie the freeloder. Tous les apprenants ont reçu chacun un diplôme.

Le public a eu droit à d'autres prestations données par les groupes suivants : Wakassa jazz group (l'un des plus vieux groupes de jazz à Brazzaville), Congo Ndulé jazz ; El Jazz Quartet ; Bassa ; Backseng ; Africa Brass.

Le maestro Fredy Mabanza, manager de Congo Ndule jazz a promis la participation de ces apprenants qui pourront se constituer en groupe de jazz d'arrondissements à la prochaine édition, qui se déroulera dans une esplanade de la place.

L'institut français du Congo n'est pas resté en marge de cette célébration. Il a organisé une semaine dédiée au jazz, avec une projection, un jazz à la Cafet' ainsi qu'un concert de jazz donné, le 29 avril, par le jeune et talentueux jazzman Even's Mab et ses invités, qui ont retracé l'histoire du jazz des années 30 à nos jours.

Toujours dans le cadre de la célébration de cette journée, l'IFC en collaboration avec l'ambassade des Etats-Unis a ac-

cueilli à Brazzaville le Brent Birkhead Quartet. Le leader du quartet et saxophoniste américain était accompagné du pianiste Mark Meadows, du percussionniste Caroll Dashiell III et du guitariste Romeir Mendez. Ces musiciens ont exécuté les classiques de jazz américain.

La commune de Brazzaville témoin de l'évènement

Le secrétaire général de la mairie de Brazzaville, Abraham Ibela, a informé l'auditoire de l'hôtel de la préfecture que c'est grâce à ses multiples atouts sur le plan culturel et à sa stratégie de développement culturel, que la ville de Brazzaville a été consacrée ville Créative de l'Unesco dans la catégorie musique, le 18 octobre 2013. Elle est ainsi la première ville africaine à intégrer ce grand et prestigieux réseau. Il a ensuite invité la population brazzavilloise à s'approprier cette journée et à cesser de percevoir cet événement culturel majeur comme une banale manifestation.

Réaction de la directrice générale de l'Unesco

Irina Bokova a prononcé un message à l'occasion de la célébration de la journée internationale du jazz. L'Unesco dit-elle, célèbre tous les musiciens, les peintres, les écrivains, les historiens, les universitaires et les passionnés du jazz du monde entier, qui rendent hommage à cette danse, à sa capacité d'unir les peuples et à ses contributions à la paix.

« *Le jazz, ce n'est pas que de la musique, c'est une façon d'être, de penser* », a souligné Irina Bokova, se référant à Nina Simone. Et d'ajouter : « *le jazz est partout, autour de nous, et nous incite à devenir meilleurs grâce à la musique et dans la vie. Nous célébrons aujourd'hui la*

forme d'art internationale du jazz et sa capacité de promouvoir le dialogue entre les cultures, de tirer tout le parti de la diversité, d'accroître le respect pour les droits de l'homme et toutes les formes d'expression ».

La Havane, hôte mondial de la journée internationale du jazz 2017

La Havane est choisie cette année comme hôte mondial de la Journée internationale du jazz ; ce qui témoigne des liens étroits de la ville cubaine avec le jazz. Ville natale de chefs d'orchestres renommés, Mario Bauzá et Frank « Machito » Grillo, la Havane, et plus largement la culture musicale florissante de Cuba, ont donné naissance au mouvement du jazz afro-cubain, fruit de la rencontre des cultures et des peuples de la région. Le jazz cubain offre une leçon de diversité créative qui résonne au cœur de l'Unesco.

Irina Bokova a précisé que c'est pour la première fois que la Journée internationale du jazz fera l'objet de toute une semaine de célébrations à La Havane, autour d'ateliers, de master classes, de projections de films, de spectacles et de concerts dans l'ensemble de la ville. Le Concert mondial All-Star sera l'occasion exceptionnelle de présenter les plus grands artistes mondiaux originaires de Cuba, d'Amérique latine et d'ailleurs, notamment le légendaire pianiste et compositeur de jazz Herbie Hancock, ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco pour le dialogue interculturel, ainsi que le jazzman cubain Chucho Valdés.

Avant de conclure en disant que l'Unesco est fier de s'associer de nouveau au Thelonious Monk Institute of Jazz et à l'Institut cubain de la musique pour rappeler toute l'importance du jazz, de la liberté, de la créativité, de la diversité et de l'unité. L'attention accordée cette année sur Cuba témoigne du pouvoir du jazz de créer des passerelles et de rassembler les femmes et les hommes autour de valeurs et d'aspirations communes.

Bruno Okokana

OBSÈQUES D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

Regain de tension à la veille du rapatriement de la dépouille

Alors que l'UDPS tient à sa permanence pour accueillir le 12 mai le corps de son leader, l'autorité urbaine qui n'entend pas le lui concéder, évoque les dispositions en matière des funérailles et sépultures en vigueur en RDC qui ordonnent « qu'il appartient à l'Etat de fixer le lieu d'inhumation ».

Des réunions se sont succédé ces derniers jours entre les autorités de la ville, la délégation de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et les délégués de la famille biologique d'Étienne Tshisekedi dont le corps continue à moisir dans un funérarium à Bruxelles, en attendant son rapatriement. Aucun compromis n'a jusqu'ici sanctionné ces rencontres dont la dernière, celle de jeudi 4 mai, aura étalé les profondes divergences qui ressortent des positions défendues de part et d'autre. En tout cas, pour l'UDPS dont la délégation était conduite par son secrétaire général, il est hors de question d'enterrer le vieil opposant dans un lieu autre que la permanence du parti, à la 12è rue Limete. Cette position, l'UDPS n'entend pas la marchandiser. « C'est au siège du parti que le président Tshisekedi sera enterré. J'ai eu à le répéter au gouverneur et il n'y a aucun doute à ce sujet », a souligné Jean-Marc Kabund eu après l'audience du 4 mai. En fait, l'UDPS qui s'est mise dans la position d'organisatrice principale des obsèques a déjà publié un programme et,



La dépouille d'Étienne Tshisekedi

par conséquent, attend un accompagnement du gouvernement provincial. C'est fort de cette lecture que ce parti d'opposition s'attelle à accélérer les travaux de construction du caveau devant abriter le corps d'Étienne Tshisekedi attendu à Kinshasa le 12 mai prochain. A cinq jours du rapatriement de la dépouille de l'illustre disparu tel qu'annoncé unilatéralement par l'UDPS, il s'observe une effervescence particulière au quartier général de ce parti. Très volontaires, les jeunes du parti se mobilisent pour contribuer à la finition des

travaux d'érection du mausolée dont le maître d'œuvre est un sujet grec, Bruno Michaux. Ces travaux se poursuivent sur fond de tension entretenue notamment par la présence aux alentours du site des éléments de la police. Ces derniers, d'après des sources contactées, tentent d'empêcher l'évolution des travaux en s'interposant notamment pour empêcher l'accès au site des camions ramenant les matériaux de construction.

Cerise sur le gâteau, l'architecte grec chargé de construire ledit mausolée fut arrêté

à son domicile le 4 mai puis relâché le lendemain au motif qu'il n'était pas autorisé à travailler sur le site. D'autres membres de l'UDPS, qui étaient présents au moment des faits, ont également subi le même sort, apprend-on. Nonobstant ce qu'ils considèrent comme des simples intimidations, les cadres de l'UDPS s'obstinent à poursuivre les travaux qui, vraisemblablement, pourront se terminer avant le 12 mai. Entre-temps, à cinq jours de l'arrivée du corps, aucun compromis n'est trouvé entre le gouvernement provincial de Kinshasa et le parti quant au lieu de sépulture. Si l'UDPS tient à sa permanence pour accueillir la dépouille de son leader, l'autorité urbaine est loin de lui concéder cela.

Un détail pour lequel le gouverneur de la ville André Kimbuta n'entend pas négocier conformément aux dispositions en matière des funérailles et sépultures en vigueur en RDC. Cette législation qui date de l'époque coloniale dispose « qu'il appartient à l'Etat de fixer le lieu d'inhumation ». Il est appuyé par la Majorité présidentielle qui recommande à l'UDPS de se soumettre à la législature en vigueur, estimant que « enterrer Tshisekedi dans la dignité, c'est l'enterrer dans la légalité ». Face à l'absence de compromis sur cette question, d'aucuns craignent des échauffourées d'ici le 12 mai, date fixée pour le rapatriement du corps du « lider laximo ».

Alain Diasso

EX-KATANGA

La Majorité présidentielle bouffe ses propres gouverneurs

Deux semaines après la destitution du gouverneur du Haut-Katanga Jean-Claude Kazembe, c'est au tour de Célestin Mbuyu, gouverneur de Haut-Lomami, d'être défenestré par les élus locaux, au motif de mauvaise gouvernance. Et pourtant, les deux précités sont membres de la Majorité présidentielle, et donc, censés être soutenus par leurs assemblées provinciales respectives, réputées majoritairement acquiescentes à la cause du pouvoir en place.

La Territoriale est, depuis quelques temps, en effervescence. Pris bien malgré eux dans l'engrenage des destitutions successives, les gouverneurs des provinces sont plus que jamais dans le collimateur des assemblées provinciales, qui ne ratent plus une occasion pour leur régler des comptes. Cette réalité, Célestin Mbuyu, le gouverneur de Haut-Lomami, vient de l'apprendre à ses dépens après la motion de défiance initiée contre lui par des députés provinciaux décidés à obtenir son départ. Ils en ont eu gain de cause, car leur motion n'eut pas de peine à passer dans une Assemblée provinciale visiblement dressée contre le gouverneur. La plénière de vendredi 5 mai s'est transformée en purgatoire pour Célestin Mbuyu, qui n'a hélas pu convaincre les élus locaux par rapport aux griefs mis à sa charge. Il est, en effet,

reproché au gouverneur : la malversation des fonds alloués pour le développement de la province ; le désordre dans le recrutement du personnel des régies financières ; l'incapacité dans la mobilisation des recettes ; le manque de transparence et d'orthodoxie dans la gestion des finances ; l'implication dans les conflits coutumiers etc. Les explications fournies par l'incriminé pour se disculper avec, à la clé, une emphase appuyée sur la pauvreté de la province qui nécessiterait, d'après lui, de gros moyens financiers pour son redressement et sa reconstruction, n'ont pas convaincu les députés provinciaux. Encore moins les justifications concernant la non réhabilitation de la route de 30 Km reliant la ville de Kamina à la base militaire pour laquelle Célestin Mbuyu a tenté de faire porter le chapeau au Fonds d'entretien routier (FONER) qui, d'après lui, n'a pas disponibilisé les ressources financières requises. La belle manière pour les élus locaux de manifester leur désapprobation aux propos débités par le gouverneur, était de le sanctionner par la voie des urnes.

Passée au vote, la motion contre le gouverneur fut votée presque à l'unanimité. Dix-huit députés sur les vingt et un ayant participé à cette plénière du 28 avril ont voté pour la motion. Seuls trois ont voté contre. Moralité : le gouverneur Célestin Mbuyu a été éjecté proprement de son fauteuil, sanctionné par l'Assemblée provin-

cielle. Le chef de l'Exécutif provincial déchu était donc contraint de déposer sa démission ou, le cas échéant, saisir la Cour constitutionnelle. C'est d'ailleurs ce qu'il a promis de faire quelques heures après sa destitution tout en qualifiant de mascarade la procédure l'ayant sanctionnée sévèrement. Notons que la destitution de Célestin Mbuyu intervient deux semaines après celle du gouverneur du Haut-Katanga Jean-Claude Kazembe pour des raisons quasi similaires. Là où d'aucuns pensent qu'il y a anguille sous roche, c'est le fait que les deux hommes sont tous membres de la Majorité présidentielle (MP). Dieu seul sait si la série des sanctions contre les Chefs des Exécutifs provinciaux de l'ex-Katanga démembrée va se poursuivre ou non. Qu'à cela ne tienne. A l'opposition, on est convaincu qu'il s'agit là d'une manœuvre de la MP pour retarder, à travers ces destitutions successives des gouverneurs de son obédience, l'organisation des élections générales (dont la présidentielle) au-delà de la fin 2017. La loi électorale congolaise prévoit à ce sujet l'élection d'un nouveau gouverneur par les députés provinciaux dans les trente jours, lors d'un scrutin que devra organiser la Ceni. Ce qui manifestement sera capitalisé par la majorité pour davantage bloquer la dynamique électorale, se convainc-t-on à l'opposition. Dossier à suivre.

A.D.

DÉCRISPATION POLITIQUE

La Cénco dément avoir fuité un rapport confidentiel sur le cas Moïse Katumbi

Dans un communiqué signé le 5 avril, la Conférence épiscopale nationale du Congo ne reconnaît pas avoir fuité le rapport de la commission ad hoc sur les cas « emblématiques » concernant les opposants Moïse Katumbi et Jean-Claude Mutambo.

Accusés d'avoir violé la confidentialité du rapport portant sur l'examen des cas emblématiques dont celui de Moïse Katumbi et de Jean-Claude Muyambo conformément au mandat reçu dans le cadre des négociations du centre interdiocésain, les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) ont préféré s'exprimer à travers une mise au point. Dans un communiqué publié le 5 avril, l'épiscopat catholique s'est dit indigné par la fuite dont fait l'objet ce document top secret qui n'était pas destiné à être rendu public.

À ceux qui leur imputent la responsabilité de l'avoir étalé sur la place publique, les évêques ayant reçu mission, au terme de l'accord du 31 décembre, d'examiner les dossiers de justice de certaines personnalités dans la perspective de décrispation politique, disent avoir réservé la primeur de ce rapport au président de la République. « C'est grave et inadmissible ! La Cénco rejette catégoriquement ces allégations portées contre elle et met au défi toute personne qui soutiendrait le contraire », soutiennent-ils dans leur communiqué. Toutefois, l'épiscopat catholique note que, faute de temps, ledit rapport n'a pas été examiné en plénière. Mis à part le chef de l'Etat à qui a été réservée la primeur, le rapport a été également transmis à Moïse Katumbi en tant que partie concernée et ce, à sa propre demande, ont-ils reconnu. Qui a donc fait fuiter le rapport ? Difficile d'y répondre.

Avec ce nouvel épisode, il va sans dire que la tension politique va s'accroître de plus bel avec le risque d'organisation des élections d'ici décembre - si jamais elles se tenaient - dans un climat de forte hostilité. Pour sa part, la Cénco craint que cette situation ne détourne l'attention générale vers l'objectif du rapport qui est la « décrispation politique ».

Pour rappel, l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi fut condamné à trois ans de prison pour spoliation d'immeuble et doit aussi comparaître pour une affaire de recrutement de mercenaires, alors que Jean Claude Muyambo a été condamné à cinq ans de prison dans une affaire d'escroquerie pour le même immeuble.

A.D.

DIVISION 1/PLAY-OFF

Mazembe bute sur Bukavu Dawa à domicile

Zéro but partout, ce fut le score du match entre Bukavu Dawa et TP Mazembe dans le cadre de la phase aller du Play-Off. Le terrain sablonneux du stade de la Concorde de la commune de Kadutu à Bukavu se présente comme un piège pour les équipes visiteuses en cette phase ultime du championnat national de football.

Après la défaite de la première journée contre le FC Renaissance du Congo, l'OC Bukavu Dawa est depuis imbattable sur sa pelouse du stade de la Concorde de la commune de Kadutu à Bukavu. En effet, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) et l'AS V.Club n'y ont ramené qu'un point. Et le mercredi 3 mai 2017, c'est l'ogre du football national, le TP Mazembe, pensant se retrouver en terrain conquis, a été tenu en échec par Bukavu Dawa par zéro but partout. Pamphile Mihayo Kazembe a pourtant aligné son armada des joueurs habitués à des compétitions internationales. Mais ceux-ci n'ont pas pu s'exprimer à leur aise sur un terrain sablonneux à souhait, obligés de faire le jeu des adversaires réduit à des longues balles d'un camp à l'autre. Le onze de départ des Corbeaux de Lubumbashi s'est composé du gardien de but Matampi Vumi Ley, et dans le champ: Djo Issama Mpeko; Kévin Mondeko; le Zambien Kabasho Chongo; Jean Kasusula; le Zambien Nathan Sinkala (remplacé par Muleka à la 80e minute); Miché Mika; le Zambien Rainford Kalaba (remplacé par le Ghanéen Daniel Adjei à la 60e minute); Meschak Elia; Ben Malango et le Malien Adama Traoré (remplacé à la 76e minute par Deo Kanda).

L'entraîneur Guillaume Ilunga des locaux



Duel entre Meschak Elia de Mazembe et un défenseur de Bukavu Dawa (photo tpmazembe.com)

de Bukavu Dawa a fait confiance au gardien de but Michel Madjega, et dans le champ à Mbindja (remplacé par Revita à la 54e minute), Maliamungu, Asani, Mukaga, Mabila, Meso, Moderwa, Akim (remplacé par Batetsha à la 61e minute), Ngazala Kasuwayi (remplacé par Zibe à la 74e minute) et l'expérimenté Ghislain Mvete. Cette équipe qui s'appuie sur l'expérience

de Mvete, ancien du TP Mazembe, a donc donné du vrai fil à retordre au club tuteuré par Moïse Katumbi. Sur le site officiel de Mazembe, l'on peut lire à propos de cette rencontre : « Devant un Bukavu Dawa très l'aise sur des longues balles, le TPM qui misait sur du jeu espérant bonifier la puissance de Ben Malango, Adama Traoré et Meschak Elia –très en vue en attaque-

ne peut qu'apprécier, à juste titre, la petite unité récoltée de ce voyage au bord du lac Kivu ». Avec ce nul, Mazembe occupe le fauteuil du leader avec 12 points, en attendant le match entre DCMP contre Renaissance du Congo. En effet, les immaculés de Kinshasa comptent 11 points alors que les Renais disposent déjà de 9 points.

Martin Engimo

CLASSEMENT-FIFA

La RDC conserve la 41^e place en mai

Les Léopards à l'entraînement

Le pays des Léopards occupe la 41e position au classement Fifa publié le jeudi 4 mai 2017 au siège de l'instance mondiale du football à Zurich en Suisse, place occupée lors du classement-Fifa précédent. Et la RDC se retrouve au top 5 sur le continent, alors que le Sénégal est en pole position, devant le Cameroun champion d'Afrique des nations en titre, le Burkina Faso, demi-finaliste et le Nigeria qui revient au premier plan du football après son absence à la CAN 2017, mais alignant des performances aux éliminatoires de la Coupe du monde. L'on rappelle que la RDC joue dans quelques mois contre la Tunisie en quatrième journée des éliminatoires de Mondial 2018.

Les Léopards de la RDC -qui ne jurent que par une qualification pour cette phase finale après la première participation de l'ex-Zaïre en 1974- sont premiers de leur groupe devant la Tunisie, la Libye et la Guinée Conakry. L'équipe coachée par le sélectionneur Florent Ibenge a retrouvé une certaine aura au niveau africain après une médaille de bronze remportée à la CAN 2015 et un quart de finale de la CAN 2017. Et cela justifie son classement mondial (41^e rang). L'on note que dans le monde, le Brésil est premier devant l'Argentine, l'Allemagne, le Chili, la Colombie, la France, la Belgique, le Portugal, la Suisse et l'Espagne qui clôture le top 10.

M.E.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

FFJ relève une célébration dans la méditation et la tristesse

Pour cette ONG de défense et de promotion de la liberté de la presse, les médias en RDC sont étouffés par une répression d'Etat et un cadre légal liberticide.

Dans une déclaration adressée à la communauté nationale, au cours d'une matinée organisée à son siège, à Kinshasa, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse célébrée le 3 mai de chaque année, Freedom for journalist (FFJ) a noté que les médias et les journalistes de la RDC célèbrent cette journée dans la méditation et dans la tristesse. Dans la méditation, a expliqué cette ONG, puisqu'à un mois de cette commémoration, des professionnels des médias ont été l'objet d'une systématique attaque dans l'exercice de leur métier tandis que certains médias réputés proches de l'opposition ont été brutalement fermés puis rouverts tout comme d'autres ont été fermés jusqu'à ce jour du fait de leur appartenance à certains opposants au régime du président Kabila.

Lucien Dianzenza

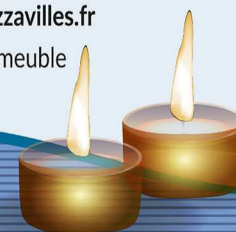
**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**

Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



DIVISION 1/PLAY-OFF

Bukavu Dawa et Don Bosco font match nul

L'OC Bukavu Dawa a tenu, une fois de plus, face au CS Don Bosco en match avancé de la 7^e journée du Play-Off de la Division 1. Ceci, après avoir été déjà insoumis face au Mazembe.

Un but partout, c'est le score de la rencontre entre le CS Don Bosco de Lubumbashi et l'OC Bukavu Dawa. La rencontre s'est jouée le vendredi 5 mai 2017 au stade de la Concorde de la commune de Kadutu dans la ville de Bukavu, comptant pour la 7^e journée du Play-Off de la 22^e édition du championnat national de football. Le talentueux Mwin Dibundu a marqué pour les Salésiens de Lubumbashi. Mais ils ont été rejoints à la marque sur un but contre son camp d'un de leurs défenseurs. Avec ce match nul obtenu sur le terrain de Bukavu Dawa, CS Don Bosco compte désormais 7 points en 4 sorties, se replaçant devant l'AS V.Club (6 points). Quant à Bukavu Dawa, c'est son énième match nul à domicile, ayant déjà contraint au partage de points V.Club, Mazembe et maintenant Don Bosco.

On note que Don Bosco devrait livrer le vendredi 5 mai 2017 son match de la 6^e journée contre FC Renaissance du Congo à Kinshasa. Mais l'équipe qui voyage gratuitement dans l'avion mis à disposition par le TP Mazembe a été bloqué à Bukavu où Mazembe avait également été contraint au nul de zéro but partout par la même formation de Bukavu Dawa. Les Salésiens de Lubumbashi avaient au préalable sollicité, auprès de la Ligue nationale de football (Linafoot), un report de la rencontre devant l'opposer au FC Renaissance du Congo. L'équipe a proposé de livrer déjà le match contre Bukavu Dawa comme elle y séjournait. La



Linafoot a dans un premier temps rejeté la proposition de Don Bosco, la jugeant irrecevable pour « raison de la forme ». Elle a donné une suite favorable à la requête. Car, le FC Renaissance du Congo a également saisi la Linafoot pour demander un repos de ses joueurs. « *Ce match ne pose aucun problème parce que Renaissance dans sa lettre a souhaité ne pas jouer le match de ce vendredi pour avoir suffisamment le temps de repos pour récupérer leurs joueurs physiquement* », s'est expliqué le président de la

Organisation biaisée de la Division 1

Tous ces changements au niveau du calendrier des matchs jettent un certain discrédit sur l'organisation du football dans le pays. Et pourtant, la Confédération africaine de football (CAF) et la Fédération internationale de football association (FIFA) ont, lors de la récente réunion, classé à nouveau le championnat national congolais comme le troisième en Afrique. Mais la question organisationnelle de la Division 1 est plus que perceptible, et les instances organisatrices du football (Fédération congolaise de football association -Fecofa-, et la Linafoot) ne sont pas les seules res-

ponsables, (même si elles ont la grosse part), il y a aussi les clubs, obligés de se structurer et d'être viables avant de prétendre prendre part à l'élite du football national.

Et ce déficit d'organisation et de manque de rigueur prend les allures d'une situation anodine, normale, alors que le championnat national ivoirien par exemple, mieux organisé, est diffusé sur Canal+, de même que le championnat du Kenya passe sur DSTV, deux championnats qui n'ont pas le niveau de la Division 1 de la RDC.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



MÉDIAS

Le numérique va-t-il court-circuiter les journalistes ?

La question fait débat depuis l'avènement du web 2.0. Faudrait-il, toutefois, tenter d'y apporter des réponses nécessaires dans un contexte où plusieurs journalistes réfutent encore l'impératif de réinventer le métier, innover et trouver de nouveaux atouts pour se différencier et valoriser l'information produite.

Le 3 mai dernier, le monde a célébré la journée internationale de la presse. Quoique la thématique officielle portait sur « le rôle des médias dans la promotion des sociétés pacifiques, justes et inclusives », n'est pas directement associée à la question posée par cet article, il convient de relancer le sujet à l'heure où le métier du journalisme est de plus en plus spolié par des citoyens et consommateurs qui deviennent eux-mêmes producteurs de contenus.

Le Web 2.0 se définit comme un ensemble des techniques, fonctionnalités, et usages du web qui permettent aux internautes de contribuer à l'échange d'informations et d'interagir (partager, échanger, etc.) de façon simple, à créer de nouveaux « diffuseurs » de l'information. Désormais chacun peut informer et devenir un média. À l'aide de tablettes et smartphones et grâce à des plateformes communautaires à l'instar des réseaux sociaux, blogs, YouTube, Postcad, l'information en ligne se développe rapidement. Et l'on parle ainsi du journalisme 2.0. La question à se poser est celle de savoir si le « journalisme 2.0 », qui se consolide sur une veille de l'information appuyée sur les sources

et ressources numériques, une écriture multimédia combinant texte, son, image et liens et une interrelation en continu avec le public, est réellement pris en compte par des professionnels. Au Congo, pour contextualiser le sujet, la vague sur ce mouvement est encore très faible.

Pour s'en convaincre, il suffit de noter le nombre, très faible, de médias classiques qui interagissent avec le web. Le nombre de journalistes animant des blogs ou encore des médias dotés de service de « community management » indispensables dans l'interrelation en continu avec le public. Même si quelques médias en ligne naissent ces dernières années, la pratique du journalisme 2.0 est encore précaire alors qu'elle représente une opportunité considérable de développement et de réinvention de ce secteur afin de séduire les lecteurs, et en particulier les nouvelles générations.

Se conformer et éviter de se faire court-circuiter

Il n'est plus possible d'ignorer les apports d'un citoyen coproducteur de l'information. Si le professionnel doit être premier à diffuser l'information, il doit cependant saisir les contours du web et les outils nécessaires quels que soient les supports. Désormais, chacun a son média personnel, son blog, sa télévision sur YouTube. En plus, il est démontré aujourd'hui que les réseaux sociaux permettent maintenant d'appréhender directement le journaliste. Face à l'ampleur du

phénomène, les journalistes se retrouvent contraints de prendre en compte l'avis du public et de dialoguer avec lui. L'interactivité devient un impératif. Au Congo, elle a démontré comment plusieurs débordements (intox, désinformations etc.) sur Internet n'ont pas pu être recadrés à temps, à cause d'une infime présence de la presse congolaise, et surtout professionnelle, sur le web. Le combat est désormais ouvert entre des « citoyens diffuseurs » de l'info et des journalistes en quête d'une actualité creusée et vérifiée.

Les prochaines assises de la presse nationale devraient prendre en compte cette dimension du métier. Le développement de l'Internet et l'excellente couverture sont un atout considérable. Même si des lois importantes pour consolider l'écosystème des TIC sont encore en attente, plus la cherté de l'Internet, la formation des journalistes et le soutien des médias aux politiques digitales devraient être au centre des réflexions. Au-delà des aspects techniques, la formation ne sera pas seulement éthique et déontologique dans le contexte d'un nouveau code lié au métier avec le numérique, mais également économique. Le journalisme 2.0 qui se repose essentiellement sur Internet ou tout ou presque est gratuit, appelle, en effet, un nouvel écosystème de management. Surtout que la presse écrite est confrontée depuis une dizaine d'années à une crise qui l'oblige à repenser son modèle industriel et économique.

Quentin Loubou

FRANCE

Le centriste Macron élu président, bat l'extrême droite

Le centriste pro-européen Emmanuel Macron a remporté dimanche soir l'élection présidentielle française face à son adversaire d'extrême droite Marine Le Pen, devenant à 39 ans le plus jeune président élu à la tête du pays.



Inconnu des Français il y a encore trois ans, celui qui se définit comme « et de droite et de gauche » a été élu avec 65,5 à 66,1% des voix, selon les premières estimations, contre 33,9 à 34,5% à Marine Le Pen, au terme d'une âpre campagne qui a mis en lumière de profondes fractures en France. Sévèrement battue, la candidate anti-immigration et anti-euro, 48 ans réalise cependant une performance historique pour l'extrême droite française, avec un scrutin marqué par une forte abstention (entre 25,3 et 27%), selon les estimations des instituts de sondages Ifop et Harris Interactive. Cette élection à suspens a focalisé l'attention mondiale, du fait de sa valeur de test face aux poussées nationalistes, de ses conséquences pour l'avenir européen, mais aussi de la jeunesse d'un candidat sans grande expérience politique et de son couple atypique avec une femme de 24 ans son aînée.

Jamais élu auparavant, Emmanuel Macron a mené campagne avec son mouvement « En marche! » créé il y a un an sur le thème du renouvellement politique, avec une ligne pro-européenne et un programme libéral, tant en économie que sur les questions de société. Son credo: « Une France ouverte dans une Europe qui protège ».

Face à lui, la patronne du parti Front National (FN) a mené l'offensive contre l'Europe, la mondialisation et les « élites ». Celle qui se présentait comme la « candidate du peuple » misait sur la vague qui a porté Donald Trump à la Maison Blanche et conduit la Grande-Bretagne à voter pour la sortie de l'Union européenne.

AFP

RÉFLEXION

En marche certes, mais vers où ?

Le peuple français ayant choisi, hier, de confier pour cinq ans son destin à Emmanuel Macron, la question qui fait le titre de cette Réflexion est posée de façon plus ou moins explicite par tous ceux qui observent avec attention la patrie de Descartes.

Diplomates, intellectuels, analystes, banquiers, acteurs économiques, militaires, agents de renseignements et bien sûr journalistes, tous se demandent comment un nouvel homme d'Etat qui n'a pas encore atteint sa quarantième année, qui n'a pas de véritable expérience politique et qui ne dispose pas d'une majorité claire dans les assemblées parlementaires pourra tenir les rênes d'un pays dont le passé n'a pas cessé d'être émaillé de brutales secousses.

Cette question est d'autant plus logique que le nouveau locataire de l'Elysée va devoir gérer les abcès de toute nature que ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et François Hollande, n'ont su ni prévenir, ni guérir et qui prolifèrent aujourd'hui

de façon dangereuse : chômage de masse, surendettement individuel et collectif, tensions sociales, montée des extrémismes, violence urbaine. Prenant la tête d'un pays qui est riche, certes, mais qui se trouve confronté à des problèmes difficiles à résoudre, Emmanuel Macron va devoir faire preuve d'une volonté, d'une imagination, mais surtout d'une compétence extrême dans la gestion des affaires publiques.

La principale difficulté à laquelle il se trouve confronté dès à présent et qu'il devra surmonter tout au long de son mandat présidentiel résulte du fait que n'ayant pas d'assise autre qu'électorale, il va devoir cohabiter avec les puissantes formations politiques qui se disputent le pouvoir en France depuis des décennies : extrême-droite, droite, centre, gauche, extrême-gauche. Et comme son association « En marche » n'a aucune chance de s'imposer lors des élections législatives qui se dérouleront au mois de juin face au Parti socialiste, au Parti des républicains, au Modem centriste, à la France insou-

mise de Jean-Luc de Mélenchon, au Front National de Marine Le Pen, il sera contraint de cohabiter avec ceux et celles qui se sont opposés à lui tout au long de la campagne présidentielle. Qu'il le veuille ou non il devra donc composer avec des adversaires qui ne lui feront aucun cadeau et qui mettront tout en œuvre pour lui imposer leurs idées, leurs programmes, leurs desseins.

Le défi à relever dans un tel contexte est d'autant plus grand, d'autant plus pesant que la France se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes extérieurs qu'elle est mal armée pour gérer : menace de décomposition de l'Union Européenne, aggravation des tensions en Europe de l'Est, prolifération de l'islamisme radical au Moyen-Orient et en Afrique du nord, incertitudes concernant la politique étrangère des Etats-Unis, menace de crises en Asie, etc. Il ne pourra l'être que si le nouveau président parvient, d'une part, à convaincre la majorité de la classe politique française de le soutenir durablement - ce qui est loin, très loin d'être gagné dans le moment présent - et,

d'autre part, à former un gouvernement tout à la fois cohérent, uni, fidèle.

C'est précisément sur ce deuxième terrain qu'Emmanuel Macron peut le mieux se battre aujourd'hui. Les péripéties de la longue, très longue campagne qu'il a dû mener pour convaincre les Français de l'installer à l'Elysée ont montré, en effet, qu'il peut fédérer autour de lui des personnalités capables de gérer les problèmes les plus difficiles. Si, par conséquent, il confie des postes stratégiques à des hommes comme Jean-Yves Le Drian, Hubert Védrines ou Gérard Collomb, il acquerra vite la stature d'homme d'Etat qu'il n'a pas aujourd'hui. Mais si, par malheur, il se laisse abuser, influencer par des personnages aussi ambitieux et sulfureux que ceux dont ses prédécesseurs avaient fait leurs plus proches conseillers il s'avèrera incapable de remplir le programme ambitieux sur lequel il s'est fait élire.

Conclusion de ce qui précède : les jours à venir décideront du sort de ce quinquennat.

Jean-Paul Pigasse